

# Bulletin du CEREDAF

Centre d'Etudes et de Recherches Documentaires sur l'Afghanistan

N°270 – Février 2010 (Nouvelles de janvier 2010)

Mensuel 3 euros

## I - VIE POLITIQUE

- **Les élections législatives afghanes auront lieu le 22 mai**, confirme la commission électorale indépendante. Celle-ci a établi le budget nécessaire à l'organisation du scrutin - 120 millions de dollars - et compte sur une aide financière de 50 millions de la part de la communauté internationale. (*Reuters 02/01*)

- Le 2 janvier, **le parlement afghan a infligé un camouflet au président Hâmed Karzaï en rejetant 17 des vingt-quatre noms figurant sur la liste de ministres qui leur avait été soumise** par le chef de l'Etat. Seuls les ministres de l'Intérieur, de la Défense, de l'Education, de la Culture et de l'Agriculture, de l'Industrie ont été investis.

Ont été rejetés entre autres les noms d'Ismail Khan à l'Energie et de Sarwar Danish à la Justice. Il en est allé de même pour les noms proposés à des portefeuilles comme ceux du Commerce, de l'Economie, de la Santé publique ou encore des Communications. La seule femme proposée par le président n'a pas été retenue à la Condition féminine.

Dans cette liste, un bon nombre de ministres clés étaient déjà en poste avant même la présidentielle d'août dernier. Nombre des soutiens occidentaux du président Karzaï sont satisfaits de voir des techniciens maintenus dans leurs fonctions mais, selon ses détracteurs, le chef de l'Etat recycle des personnalités de la vieille garde à un moment où le pays aurait besoin d'idées neuves.

La composition de son gouvernement avait été soigneusement étudiée par la communauté internationale, qui ne cesse d'appeler le président Karzaï à lutter contre la corruption endémique jusqu'au sommet de l'Etat et a réclamé à ce titre un cabinet constitué de ministres intègres et compétents.

La composition des gouvernements est l'un des rares domaines sur lesquels le parlement afghan peut réellement tenir tête au pouvoir exécutif. (*Le Monde avec Reuters et AFP 02/01*)

- Le 4 janvier, **la mission des Nations Unies en Afghanistan (UNAMA) a demandé de reformer la Commission indépendante des élections avant les législatives de mai prochain**. (*Pajhwok Afghan News 04/01*)

- Le 4 janvier, **plusieurs parlementaires ont exigé la dissolution de l'Autorité nationale de gestion des désastres** pour mauvais résultats (*Pajhwok Afghan News 04/01*)

- Après la censure partielle de son cabinet par le Parlement, le président Hâmed Karzaï se voit offrir l'occasion de remodeler le tout récent gouvernement afghan en présentant cette fois une équipe sans reproche.

Certains analystes font remarquer que ce contretemps pourrait en fait constituer une aubaine pour le président afghan, lui offrant

l'occasion de se débarrasser de plusieurs figures à la réputation gênante dans un pays où la corruption demeure un mal endémique.

**Hâmed Karzaï a pris le 4 janvier un décret présidentiel ordonnant aux députés de continuer à siéger pendant la session hivernale et ils ont accepté le 5 janvier de prolonger leurs travaux jusqu'à ce qu'un nouveau gouvernement obtienne la confiance des élus.**

Le président Karzaï devrait présenter le 9 janvier une nouvelle équipe ministérielle, a indiqué Hasib Nouri, responsable des relations avec la presse à la chambre basse.

Les députés devront se prononcer sur une liste de 18 noms, le portefeuille des Affaires étrangères qui ne figurait pas dans la précédente proposition ayant été ajouté aux 17 postes dont les candidats ont été récusés.

Si les Nations unies ont interprété ce veto parlementaire comme un revers problématique, certains notent que cela ressemble plutôt à une seconde chance pour Karzaï.

La communauté internationale a accueilli avec satisfaction les nominations de personnes de confiance aux ministères de la Défense, de l'Intérieur, des Finances et de l'Agriculture, qui constituent des postes-clés.

En revanche, des réserves se sont exprimées concernant les noms de personnalités dont la réputation n'était pas exempte de reproche, comme Abdoul Rachid Dostum accusé par l'Occident de crimes de guerre et de violations des droits de l'homme.

Des analystes avancent l'hypothèse que Karzaï ait pu volontairement inclure dans sa première liste de telles personnalités, comptant sur leur récusation, afin de mieux s'en débarrasser sans apparaître comme responsable de cet échec. (*Reuters 05/01*)

- **Hâmed Karzaï a rencontré les parlementaires dans l'espoir qu'ils donnent leur accord sur une liste de « ministrables »** avant la Conférence Internationale qui se tiendra à Londres le 28 janvier. Cette nouvelle liste leur sera soumise dans les jours à venir.. (*Reuters 06/01*)

- **Le représentant de l'ONU en Afghanistan, Kai Eide, a appelé au lancement d'un processus de paix et réconciliation entre le gouvernement de Kaboul et l'insurrection des Tâlebân.** Pour Kai Eide, ce processus doit être basé sur la Constitution et mis en oeuvre par les Afghans eux-mêmes. "*Si l'insurrection accepte de se joindre à un processus de paix, cela améliorera grandement les perspectives de retrait des troupes*" étrangères, a dit M. Eide. (*ATS 07/01*)

- Le 9 janvier, **Hâmed Karzaï a rendu publique une deuxième liste de noms de ministres.**

Le deuxième vice-président Karim Khalili a présenté la nouvelle liste comportant 16 noms: 15 qui viennent remplacer les nominés retoqués la semaine dernière, plus le candidat de Karzaï au poste de chef de la diplomatie, qui n'avait pas été pourvu la dernière fois: il s'agit de Zalmay Rasoul, conseiller à la sécurité nationale de longue date.

En revanche, le poste de ministre de l'Eau et de l'Energie reste pour l'instant vacant: son titulaire désigné, le très contesté seigneur de la guerre Ismaël Khan, mis en cause pour crimes de guerre par les ONG, a été rejeté par les députés. Même chose pour le portefeuille des Télécommunications. Les personnalités choisies pour ces deux postes seront annoncées plus tard, selon Karim Khalili. (AP 09/01)

#### Nouvelle liste de ministres soumise au vote du Parlement

La nouvelle liste de ministres soumise au Parlement inclut trois femmes (Santé, Affaires sociales et Condition féminine). Les noms de deux ex-ministres, Zazar Mohammad Moqbel, ancien ministre de l'intérieur, et Amina Afzali, ancien ministre de la Jeunesse, apparaissent dans la deuxième liste.

Deuxième liste présentée par Hâmed Karzaï :

1. Ministre des Affaires étrangères : Zalmāi Rasosul
2. Ministre de la Justice : Habibullah Ghaleb
3. Ministre de l'Éducation supérieure : Hashim Esmatullahi
4. Ministre des Pèlerinages : Yousuf Neyazi
5. Ministre des Travaux publics : Bashir Lale
6. Ministre de la Santé publique : Suraya Dalil
7. Ministre de l'Économie : Abdul Hadi Arghandiwal
8. Ministre du commerce : Mohammad Hadi Hakimi
9. Ministre de Réhabilitation et du Développement Rural : Jarullah Mansoori
10. Ministre du Travail et des Affaires sociales : Amina Afzali
11. Ministre des Transports : Abdul Rahim Oraz
12. Ministre de la Condition féminine : Palwasha Hasan
13. Ministre des Réfugiés: Abdul Rahim
14. Ministre des Affaires tribales et des Affaires frontalières : Arsala Jamal
15. Ministre du Contre-narcotique : Zazar Ahmad Moqbel
16. Ministre du Développement urbain : Sultan Hussain

(Quqnoos 09/01)

- Le président **Hâmed Karzaï va proposer** le 12 janvier une **troisième liste de "ministrables"** pour remplacer ceux qui se verraient rejetés par le Parlement. Les élus se sont à nouveau réunis pour "auditionner" les personnalités figurant sur la deuxième liste choisie par Hâmed Karzaï et qui exclut les anciens chefs de guerre et leurs alliés dont la présence sur la liste initiale avait importuné les détracteurs du président tant en Afghanistan qu'à l'étranger. Selon des parlementaires et des diplomates, la nouvelle liste comprend beaucoup de personnalités inconnues qui ont toutes les chances d'être rejetées par le Parlement. (JDD 12/01)

#### Le Parlement rejette 10 ministre sur 17

Le 16 janvier, le parlement afghan a rejeté 10 des 17 ministres proposés par Hâmed Karzaï, dont deux femmes.

Amena Afzali, ministre du Travail et des Affaires sociales est la seule femme qui a reçu l'approbation des parlementaires. Ont été également approuvés : Zalmāi Rassoul (conseiller à la sécurité nationale du Président) comme ministre des Affaires étrangères ; Zazar Ahmad Moqbel (ancien ministre de l'Intérieur) comme ministre du Contre- narcotique.

##### Liste approuvée par le Parlement :

Zalmāi Rassoul, ministre des Affaires étrangères  
 Habibullah Ghaleb, Ministre de la Justice  
 Mohammad Yousuf Neyazi, ministre des Affaires islamiques  
 Abdul Hadi Arghandiwal, ministre de l'Économie  
 Jarullah Mansuri, ministre de la Réhabilitation et du développement rural  
 Amina Afzali, ministre du Travail et des Affaires sociales  
 Zaza Ahmad Moqbel, ministre du Contre- narcotiques

##### Liste des ministres rejetés par le Parlement :

Hashim Esmatullahi, ministre de l'Éducation supérieure  
 Palwasha Hassan, ministre de la Condition féminine  
 Suraya Dalil, ministre de Santé publique  
 Mohammad Zahir Waheed, ministre du Commerce et de l'Industrie  
 Abdul Rahim Oraz, ministre des Transports  
 Bashir Lale, ministre des Travaux publics

Arsala Jamal, ministre des Frontières et des Affaires tribales  
 Sultan Hassan, ministre du Développement urbain  
 Abdul Qudus Hamidi, ministre des Télécommunications  
 (Quqnoos 16/01)

- Le 19 janvier, **Zalmāi Rassoul prit ses fonctions de ministre des Affaires étrangères**, en présence de Mohammad Karim Khalili, second vice-président de la République Islamique d'Afghanistan, et l'ancien ministre Rangin Dadfar Spanta.

#### Biographie du Dr. Zalmāi Rassoul

Dr. Zalmāi Rassoul est né en 1944 à Kaboul. Il a fait ses études primaires et secondaires au lycée Esteqlāl à Kaboul, et ses études supérieures à Paris où il a obtenu son Doctorat en Médecine. Il a travaillé pour l'Institut de recherches des maladies cardiovasculaires à Paris et a dirigé également la publication de Haqiqat-e Afghan, une publication durant la résistance. Puis il a travaillé à l'hôpital militaire en Arabie Saoudite avant de devenir chef de cabinet du roi Zaher Shah « père de la nation » à Rome. En 2002, il a été nommé ministre de l'Aviation civile et du Tourisme, ensuite nommé conseiller pour la sécurité nationale par le président Karzaï.

Dr. Zalmāi Rassoul parle plusieurs langues étrangères (Anglais, Français, Italien et Arabe). Il a publié une trentaine d'articles dans des publications médicales américaines et européennes. Il est également membre de l'Association américaine de néphrologie. (Ambassade d'Afghanistan en France 19/01)

- **Les Tâlebân** sont présents sur une grande partie du territoire afghan et infligent de lourdes pertes aux forces internationales mais ils **pourraient être incités à négocier car ils sont à l'apogée de leur puissance**, estime l'expert pakistanais Ahmed Rashid. Mais, "en dépit de leurs succès", écrit Ahmed Rashid dans un article publié dans le *New York Review of Books*, "les Tâlebân sont probablement en passe d'atteindre l'apogée de leur puissance". Même s'ils sont déployés dans tout le pays, ils ne contrôlent pas les centres urbains et n'y parviendront sans doute jamais face à la présence des forces américaines et de leurs alliées de l'OTAN.

Ahmed Rashid note que la population n'a pas basculé en faveur des hommes du mollah Mohammad Omar et ne souhaite pas leur retour au pouvoir malgré le mécontentement suscité par le gouvernement du président Hâmed Karzaï. "Les tout prochains mois pourraient donc offrir une occasion unique de persuader les Tâlebân que c'est le meilleur moment pour négocier, parce qu'ils sont en position de force", dit le journaliste pakistanais, l'un des meilleurs connaisseurs du mouvement des "étudiants en religion". Ahmed Rashid voit dans un communiqué diffusé en novembre par les Tâlebân un premier signe de souplesse de la part des insurgés: "Le chef des Tâlebân (...) a promis un futur régime tâleb qui apporterait la paix sans ingérence de forces extérieures et ne représenterait pas une menace pour les pays voisins - laissant entendre qu'Al-Qaïda ne reviendrait pas."

Ce nouveau ton pourrait être le fruit de discussions secrètes qui ont eu lieu début 2009 sous l'égide de l'Arabie saoudite et à la demande de Karzaï. Les discussions n'ont produit aucun résultat mais ont abouti à des visites en Arabie saoudite d'importants responsables tâlebân.

Des responsables américains, britanniques et saoudiens, qui étaient en contact indirect avec les Tâlebân, les ont alors encouragés à abandonner Al-Qaïda et à formuler leurs demandes en vue de négociations.

"Les Tâlebân ont dit que prendre leurs distances avec Al-Qaïda exigerait de l'autre partie qu'elle accède à leur principale revendication: que toutes les forces étrangères dévoilent un calendrier de retrait."

En annonçant en décembre l'envoi de 30.000 renforts, le président américain Barack Obama avait aussi fixé le début d'un retrait américain à la mi-2011.

Les services de renseignement pakistanais de l'ISI, qui ont aidé les Tâlebân pendant les années 1990, ont été écartés de ces discussions à la demande des Tâlebân et de Kaboul, qui s'en méfient. Mais, ajoute Ahmed Rashid, "cela pourrait changer". "La clé pour ouvrir des négociations plus formelles avec les chefs tâlebân repose entre les mains du Pakistan et de l'ISI."

Le Pakistan a compris que l'Occident ne tolérerait plus qu'il soutienne une prise du pouvoir en Afghanistan par les Tâlebân, comme en 1996.

Selon Ahmed Rashid, les hauts responsables de l'armée et des services de renseignements pakistanais disent avoir offert leur médiation pour ouvrir des discussions entre les responsables tâlebân, les Américains et Karzaï, ce qui constitue un changement de cap majeur. L'ISI a de l'influence sur les Tâlebân, qui ravitaillent leurs combattants à partir du Pakistan, s'y font soigner et y abritent leurs familles. (Reuters 22/01)

- **Le gouvernement afghan doit redoubler d'efforts pour convaincre les Tâlebân de renoncer au terrorisme et de travailler avec Kaboul s'il veut restaurer la stabilité du pays**, estime un conseiller à la sécurité du président Hâmed Karzaï. Rangeen Dadfar Spanta, ancien ministre des Affaires étrangères, a expliqué que la "réintégration" des Tâlebân était un des quatre dossiers prioritaires du gouvernement. Les trois autres sont le transfert des tâches de sécurité aux forces afghanes, le développement économique et social et la bonne gouvernance.

"La première chose est de trouver les moyens d'intégrer les individus au niveau communal dans les districts et les provinces", a déclaré Rangeen Dadfar Spanta. "La deuxième chose est de trouver comment nous pourrions encourager la hiérarchie intermédiaire des Tâlebân à revenir dans le pays pour jouer un rôle politique actif", a-t-il ajouté, notant qu'il y avait désormais un consensus international sur cette question.

L'ancien ministre se trouve à Berlin où le ministre de la Défense, Karl-Theodor zu Guttenberg, a laissé entendre que le gouvernement pourrait proposer d'augmenter ses effectifs déployés en Afghanistan lors de la conférence de Londres sur l'Afghanistan le 28 janvier.

Spanta, qui dirigera la délégation afghane à ces discussions, a précisé qu'il n'était pas dans l'intention de son gouvernement de demander davantage de troupes étrangères. (Reuters 22/01)

- Le 22 janvier, le président **Hâmed Karzaï a révélé les grandes lignes de son plan de réconciliation avec les Tâlebân proposant argent et travail aux insurgés qui abandonneront la lutte armée**, à quelques jours de la Conférence de Londres sur l'Afghanistan.

Le chef de l'Etat afghan présentera son plan d'amnistie le 28 janvier à Londres où tous les acteurs du conflit, à l'exception des Tâlebân, discuteront de l'avenir du pays en proie à une insurrection qui depuis trois ans gagne en intensité et sur le terrain.

H. Karzaï a annoncé dans une interview à la BBC qu'il allait utiliser les fonds de la communauté internationale pour leur offrir de l'argent afin de faciliter le retour à la vie civile d'anciens rebelles. "Nous savons à quel point le peuple afghan a besoin de paix à tout prix", a-t-il ajouté. Les militants les plus durs parmi les Tâlebân, membres d'Al-Qaïda ou d'autres groupes extrémistes, ne seront pas acceptés, a-t-il néanmoins indiqué.

Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne annonceront également un plan en ce sens lors de la conférence de Londres.

Washington veut frapper plus fort les flux financiers soutenant les combattants islamistes, tout en favorisant "la réintégration des Tâlebân qui se détournent du réseau".

Le 22 janvier, en visite à Islamabad, le secrétaire américain à la Défense, Robert Gates, a estimé que les Tâlebân faisaient partie du "paysage politique" en Afghanistan mais qu'une réconciliation n'était possible que s'ils déposaient les armes et participaient aux élections.

Les principaux chefs des Tâlebân, mollah Omar en tête, ont constamment affirmé qu'ils ne négocieraient jamais tant que les forces internationales seraient présentes dans le pays.

"La réintégration concerne les Tâlebân de rang inférieur, dont la plupart se battent pour de l'argent ou pour protéger leurs familles", avait estimé M. Gates. "Et, si nous pouvons leur offrir un travail, la sécurité pour leurs familles, alors nous pensons qu'un certain nombre de ceux-là peuvent être réintégrés", avait-il poursuivi. (AFP 22/01)

- **La commission électorale indépendante afghane a reporté au 18 septembre prochain les élections législatives** initialement fixées en mai, afin de laisser du temps pour réaliser la réforme électorale exigée par les Occidentaux. La date choisie devrait en outre permettre d'éviter une tenue du scrutin pendant une période estivale propice aux violences et donne un délai aux forces de l'OTAN pour améliorer la sécurité dans le sud du pays.

Le report est dû à "des problèmes et des contraintes dans l'obtention du budget adéquat ainsi qu'aux préoccupations en matière de sécurité, à des obstacles logistiques et pour améliorer les procédures", a déclaré Zekriya Barakzai, membre de la commission électorale.

L'organisation de ces élections nécessite environ 120 millions de dollars. Les Nations unies disposent de plusieurs dizaines de millions sur un compte spécial mais des diplomates soulignent que ces fonds ne seront pas débloqués sans la mise en oeuvre préalable de réformes.

La communauté internationale ne souhaite pas que Karzaï reconduise dans ses fonctions le président de la commission électorale, Azizullah Ludin, dont le mandat a expiré le 23 janvier. L'opposition accuse Ludin, nommé par le président afghan, d'avoir favorisé Karzaï durant la présidentielle qui a débouché sur des mois de confusion politique, au moment où Barack Obama révisait la stratégie américaine dans la région.

Aussi les élections législatives s'annoncent comme un test du soutien de la population aux institutions et au gouvernement. (Reuters 24/01)

- Les Occidentaux pensaient s'être débarrassés en 2008 de cet "allié" encombrant, en attendant de le voir un jour, peut-être, jugé pour ses crimes. Las, le président **Hâmed Karzaï a rappelé le général Dostom à de hautes fonctions militaires, semant le trouble chez ses alliés et les défenseurs des droits de l'Homme**.

Le 25 janvier, le ministre britannique des Affaires étrangères David Miliband a déclaré qu'il demanderait le renvoi de Dostom à l'occasion de la conférence internationale sur l'Afghanistan organisée à Londres.

Pour M. Karzaï, la promotion de Dostom a plusieurs avantages: le général, pas très regardant sur les méthodes, est un militaire d'expérience, et sa notoriété en fait un rabatteur dans la communauté ouzbèke d'Afghanistan.

Au même titre que Londres, Washington est préoccupé par le retour du général Dostom. Le personnage est aussi violemment contesté par certains de ses concitoyens. La politique de main tendue à laquelle s'essaie M. Karzaï avec ses adversaires Tâlebân pourrait en effet souffrir de la promotion de Dostom, qui a combattu ces mêmes Tâlebân avec la méthode dure. (AP 27/01)

- **Les Tâlebân considèrent les mesures incitatives envisagées par le gouvernement afghan pour les amener à déposer les armes comme une "ruse"**, ont-ils fait savoir le 27 janvier.

Le chef de l'Etat afghan, qui s'adressera à une soixantaine de délégations, cherchera à obtenir les moyens financiers de mettre ce programme de reclassement en oeuvre. Le projet, élaboré dans le courant du mois à Abou Dhabi, lors de rencontres entre donateurs et autorités afghanes, a déjà reçu l'aval de Washington. A la veille de la conférence, les Tâlebân ont toutefois assuré que rien ne viendrait à bout de leur détermination à poursuivre le

combat. Seul le retrait des troupes étrangères mettra fin au conflit, poursuit la milice, ajoutant que l'Occident n'a rien à craindre d'elle et qu'elle n'a pas d'autre ambition que le rétablissement d'un régime islamique en Afghanistan. Le mollah Omar, son chef, avait tenu les mêmes propos à la fin de l'année dernière. (*Reuters 27/01*)

- **Le plan de réintégration des Tâlebân rencontre un certain scepticisme auprès des parlementaires afghans**, qui pensent qu'ils n'accepteront jamais. « *Ils ne cherchent pas une partie du pouvoir*, » a dit Mohamed Ibrahim Qassemi, « *Ils veulent tout le pouvoir. Ils veulent gouverner l'Afghanistan*. » « *Je ne pense pas que nous soyons prêts*, » a-t-il ajouté.

Un site internet tâleb a fait savoir que les incitations financières repousseront les combattants du mouvement parce qu'ils ne luttent pas pour l'« argent, la propriété et le statut » mais ils feront tout pour en finir avec la présence militaire étrangère. Les Tâlebân ont également insisté sur le fait que l'Afghanistan ne serait aucunement une menace pour tout pays s'ils reprennent le pouvoir. (*La Presse Canadienne 27/01*)

- Le 28 janvier, le président **Hâmed Karzaï a déclaré**, lors de la conférence sur l'Afghanistan à Londres, **qu'il souhaitait réunir une Loya Djirga (Grande Assemblée) des anciens pour ramener la paix dans le pays**. Il a appelé les pays voisins de l'Afghanistan, et particulièrement le Pakistan, à soutenir ses efforts de paix et dit espérer que l'Arabie saoudite jouera un rôle majeur dans le processus.

"*Nous espérons que Sa Majesté le roi (saoudien) Abdullah bin Abdoul Aziz aura la gentillesse de jouer un rôle majeur de guide et de soutien au processus de paix*", a-t-il ajouté. L'Arabie saoudite et le Pakistan ont fait partie des trois seuls pays ayant reconnu le régime des Tâlebân lorsque ces derniers étaient au pouvoir à Kaboul. (*Reuters 28/01*)

- **Les chefs tâlebân décideront bientôt s'ils se joindront ou non aux entretiens avec le gouvernement afghan**, a déclaré, le 29 janvier, un porte-parole militant. (*Reuters 29/01*)

- L'ancien ministre des finances afghan **Ashraf Ghani**, candidat l'an dernier à l'élection présidentielle, **s'est entretenu avec Hâmed Karzaï à Londres hier et lui a apporté son soutien**. (*Bloomberg 29/01*).

- Le 31 janvier, **Hâmed Karzaï a fait savoir aux Tâlebân qu'il n'accepterait pas qu'ils exigent le départ des troupes étrangères de l'Afghanistan comme préalable à des pourparlers de paix**. L'insistance des Tâlebân sur le retrait des troupes américaines et de l'OTAN "n'est pas un signe d'ouverture", a dit le président afghan. "*La communauté internationale est là pour vaincre le terrorisme, l'extrémisme. Elle doit donc être sûre que son objectif est atteint avant de partir*", a-t-il ajouté lors d'une conférence de presse. Les Tâlebân devraient "*rentrer dans leur propre pays et travailler à la paix pour que les Américains et les autres troupes puissent avoir la liberté de rentrer chez eux*", a dit Hamid Karzaï. De nombreux Tâlebân afghans se sont retranchés du côté pakistanais de la frontière.

La *Loya Djirga* sera convoquée dans les six semaines, avant une nouvelle conférence internationale prévue à Kaboul dans les prochains mois, a-t-il dit. (*Reuters 31/01*)

- « **L'organisation des Tâlebân n'est pas prête à entrer dans un processus de négociation. La négociation n'est pas une voie à sens unique, donc cette option n'existe pas pour l'instant**, a déclaré **Abdullah Abdullah à Davos**. « *Le gouvernement doit d'abord tendre la main aux gens qui n'appartiennent pas aux Tâlebân mais qui rejoignent le mouvement en raison des injustices, de la corruption et de l'absence de l'État de droit. Ensuite, bien sûr, la porte doit être ouverte à tous les éléments tâlebân qui*

*renoncent à la violence, acceptent la Constitution et coupent les ponts avec le terrorisme.* »

En revanche, selon Abdullah Abdullah, les hauts responsables tâlebân, tel le mollah Omar, ne doivent pas être inclus dans ce processus de réconciliation.

Pendant la conférence de Londres, l'existence de négociations entre les Nations unies et certains Tâlebân a été révélée. "Les faits ne sont pas connus, mais si cela est exact, cela prouve que la réconciliation n'est pas un processus dirigé par les Afghans et qu'il y a déjà une violation des accords de la conférence de Londres, juge Abdullah Abdullah. Seul un processus mené par les Afghans peut mener à des résultats, dans l'intérêt de l'Afghanistan."

Le renforcement des effectifs des forces de sécurité afghanes, à hauteur de 300 000 hommes, a également été évoqué lors de la conférence. "Si la police reste en partie la cause du problème, en raison de la corruption et de la criminalité, alors les chiffres ne veulent pas dire grand chose. Il faudra beaucoup plus que ça pour réussir à construire cet État. En regardant les antécédents du gouvernement, je ne suis pas très optimiste quant à l'avenir du pays", constate Abdullah Abdullah. (*France24 31/01*)

## II – SÉCURITÉ

- Le 1<sup>er</sup> janvier, **les Tâlebân pakistanais ont revendiqué l'attaque dans laquelle 7 agents de la CIA en Afghanistan ont été tués**, en disant avoir utilisé un employé renégat de la CIA pour perpétrer cet attentat-suicide. Ils ont affirmé qu'il s'agissait de représailles après la mort d'un chef tâleb, tué par un tir de missile américain. Il est inhabituel pour les Tâlebân pakistanais de revendiquer une attaque en Afghanistan, et cette proclamation fait suite à des informations selon lesquelles les Tâlebân afghans n'auraient pas été impliqués dans cette attentat. (*AP 01/01*)

- Le 1<sup>er</sup> janvier, **dans la province de Nimrouz, 5 personnes ont été tuées et 6 blessées dans l'explosion d'une bombe artisanale** au passage de leur camionnette. (*AFP 02/01*)

- Le 2 janvier, **les forces afghanes ont arrêté 19 militants dans le district de Balablok (province occidentale de Farâh)**. (*Xinhua 02/01*)

- En 2009, **512 soldats des forces internationales ont été tués en Afghanistan** : 448 au cours d'opérations militaires (dont 280 par des engins explosifs improvisés) et 64 dans d'autres incidents. (*Xinhua 02/01*)

- Le 2 janvier, **les forces internationales et afghanes ont tué 18 Tâlebân** (dont 5 commandants et 4 étrangers) et 19 autres blessés **dans la province de Koundouz (Nord)**. (*AFP 03/01*)

- Le 3 janvier, **les Tâlebân ont nié toute implication dans l'enlèvement des deux journalistes français kidnappés le 30 décembre** au nord-est de Kaboul. (*AFP 03/12*)

- Le 3 janvier, **4 soldats américains des forces de l'OTAN ont été tués dans un attentat à la bombe**. Les Tâlebân ont annoncé avoir mené une série d'attaques **dans le district de Pandjwâï (région de Kandahâr)** dans le sud du pays, le 3 janvier, tuant plusieurs soldats étrangers.

**Dans la région de Nad Ali (province de l'Helmand), un militaire britannique a également trouvé la mort** lors d'une patrouille à pied. (*Reuters 04/12*)

- **Un huitième homme, un agent de renseignement jordanien, a été tué dans l'attentat suicide perpétré le 30 décembre sur une base secrète de l'est de l'Afghanistan**, près de Khost, et qui visait des agents de la CIA.

L'agence officielle de presse jordanienne Petra l'a identifié comme Ali bin Zeid, en déclarant qu'il avait été tué " en martyr dans

le cadre du devoir sacré des forces jordaniennes en Afghanistan". Cet agent jordanien de 33 ans était un membre éloigné de la famille royale, et sa dépouille avait été rapatriée à Amman, pour être accueillie par le roi Abdallah II et la reine Rania. (AFP 04/12)

- Le 4 janvier, **14 Tâlebân ont été tués par leurs propres explosifs** pendant qu'ils préparaient une voiture piégée dans la province de Koundouz. (AFP 05/01)

- Le 4 janvier, **le secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-Moon a mis en garde contre la dégradation de la situation sécuritaire en Afghanistan**, appelant toutes les parties impliquées à repenser les conditions de leur assistance aux populations civiles. Il souhaite que l'accent soit mis sur l'aide aux civils, afin de les soustraire à l'influence des factions tâleb, grâce à un effort coordonné par les Nations Unies. (AP 05/01)

- **On en sait beaucoup plus sur l'auteur de l'attentat qui a coûté la vie à 7 fonctionnaires de la CIA le 30 décembre à Khost** dans l'est de l'Afghanistan.

Selon le quotidien britannique *The Guardian*, Khalil Abu-Mulal al-Balawi est un médecin jordanien. Suspecté d'avoir des liens avec des réseaux extrémistes, il aurait été arrêté il y a plus d'un an par les services de renseignement jordaniens. Convaincu de son revirement contre Al-Qaïda, les services secrets le confient à la CIA. Sa mission: infiltrer Al-Qaïda en Afghanistan et retrouver le numéro deux du réseau, l'Égyptien Ayman al-Zawahiri.

Il y travaillait avec un officier des services de renseignement jordaniens, identifié par l'agence de presse officielle jordanienne Petra comme Ali bin Zeid, le huitième homme tué dans l'attentat, cousin éloigné du roi Abdallah II. Or, bien qu'au service des Américains, il continuait de travailler pour le mouvement terroriste qu'il était sensé infiltrer. (L'Express 05/01)

- Le 6 janvier, **4 enfants et un policier ont été tués** et de nombreuses autres personnes, dont 9 soldats de l'ISAF et 4 policiers, ont été blessés **dans l'explosion d'une bombe** sur un projet de construction de route **dans la province du Nangarhâr (Est)**. (Reuters/AP 06/01)

- **Trois enfants meurent chaque jour dans le conflit afghan**, victimes des attentats, bombardements et combats de plus en plus violents entre Tâlebân et forces occidentales, selon un rapport publié le 6 janvier par l'ONG afghane de défense des droits de l'Homme, Afghanistan Rights Monitor (ARM).

Une forte augmentation des violences impliquant des enfants a fait de 2009 l'année la plus meurtrière pour eux depuis la chute du régime des Tâlebân à la fin 2001.

En 2009, plus de 1.050 enfants ont été tués, notamment par des bombes artisanales des rebelles, les mines anti-personnel ou autres explosifs laissés par les conflits précédents, ou des frappes aériennes américaines et de l'OTAN, selon ARM. (AFP 06/01)

- Dans la nuit du 5 au 6 janvier, **les forces afghanes et internationales ont tué 3 insurgés dans le district de Chardara (provincer de Koundouz)**. (Xinhua 06/01)

- **Le groupe détenant les deux journalistes français** de la chaîne France 3 en otage depuis le 30 décembre **exige maintenant la libération d'un commandant islamiste** détenu par les Etats-Unis et le versement d'une rançon. Le chauffeur des journalistes aurait, lui, été libéré, contrairement à l'interprète. (20minutes 06/01)

- **Al-Qaïda a revendiqué la responsabilité de l'attentat suicide qui a coûté la vie à 7 agents de la CIA** sur une base américaine en Afghanistan la semaine dernière. (Reuters 07/01)

- Le 7 janvier, **un attentat-suicide a coûté la vie à 7 personnes et fait 24 blessés à Gardez, capitale de la province du Paktia (Est)** sur un marché animé près d'un convoi de six véhicules des services de sécurité.

**A Khost, le gouverneur de la province Tahr Khan Sabari a été légèrement blessé par des éclats de verre à la suite de l'explosion d'une bombe** dissimulée dans une poubelle. La déflagration a fait 7 autres blessés légers, dont 2 journalistes qui s'entretenaient avec le gouverneur. (Reuters 07/01)

- Le 8 janvier, **8 soldats afghans ont été tués par l'explosion d'une bombe artisanale dans la province centrale d'Orouzgân**. (Pajhwok Afghan News 08/01)

- Le 8 janvier, **les forces étrangères et afghanes ont saisi à Kandahâr, un camion chargé de dix tonnes de produit fertilisant** contenant du nitrate d'ammonium, qui est souvent utilisé **par les rebelles pour fabriquer des bombes artisanales**.

Jusqu'à 90% des blessés et des morts au sein des forces étrangères en Afghanistan sont dus à des engins explosifs de fabrication artisanale actionnés à distance, a récemment indiqué un officier du renseignement américain. (AFP 08/01)

- Le 8 janvier, **3 roquettes ont été tirées sur le bâtiment qui doit abriter le futur consulat américain à Hérat**. Aucun diplomate ne se trouvait sur place et l'attaque n'a fait aucun blessé. (JDD 08/01)

- Le 9 janvier, **un soldat de l'OTAN a été tué dans le sud du pays par l'explosion d'une bombe** sur le bord de la route.

**Deux autres attentats à la bombe ont coûté la vie à au moins 2 Afghans** et fait plusieurs blessés **dans les provinces du Wardak et de Kandahâr**.

**Dans la province du Kounar, une roquette a frappé un dispensaire soignant la population sur une base de l'ISAF** faisant plusieurs blessés légers. (AP 09/01)

- Le 9 janvier, **des Tâlebân ont tué 3 civiles afghans suspectés d'être des espions au profit de l'OTAN dans les districts de Gur Tapa et de Chardara (province de Koundouz)**. (Xinhua 09/01)

- Le 9 janvier, **Rupert Hamer, journaliste britannique de l'hebdomadaire Sunday Mirror, incorporé à un régiment de Marines américains, a été tué lors d'une explosion au nord-ouest de Nawa (province de l'Helmand)**. Un photographe du journal, Philip Coburn, a été blessé dans l'explosion et son état est jugé stable mais grave. **L'explosion a fait 2 autres morts**, un soldat américain et un soldat afghan. (Reuters 10/01)

- Le 10 janvier, **5 militants ont été tués dans un raid aérien dans la province orientale du Kounar**.

**Dans la province d'Orouzgân, 2 employés afghans** d'une organisation d'aide **ont été tués par une bombe** du bord de route a explosé au passage de leur véhicule.

Le 11 janvier, **des bandits armés ont tué un maire de district sur un marché près de Delaram (province du Nimrouz)**.

**Dans la province de l'Helmand, les forces afghanes ont tué 11 insurgés**. (Reuters 11/01)

- Le 11 janvier, **dans la vallée d'Alasaï, au nord-est de Kaboul, une attaque contre une patrouille franco-afghane a fait un mort et un blessé grave dans les rangs français**. (AP 11/01)

- **Les analyses chimiques effectuées sur la bombe qui a tué 7 agents de la CIA le 30 décembre près de Khost ont déterminé que les produits utilisés sont aussi ceux employés par les services du renseignement pakistanais (ISI)**. (ANI 11/01)

- Le 11 janvier, **3 militaires américains de l'OTAN ont trouvé la mort dans le Sud** lors d'un affrontement avec des insurgés.

**L'officier français grièvement blessé la veille dans la vallée d'Alasaï a succombé à ses blessures**.

**Un autre militaire a péri dans un attentat** commis au passage de son véhicule, **dans le Sud**. (Reuters 21/01)

- Le 11 janvier, **un policier a été tué et 2 autres blessés dans un attentat-suicide visant un commissariat du district de Dihrawud (province d'Orouzgân).**

**Un missile a tué 13 insurgés présumés dans le district de Naw Zad (province de l'Helmand). Un autre missile avait déjà tué trois insurgés. (AP 12/01)**

- Le 12 janvier, **7 personnes ont été tuées**, dont 6 par les forces afghanes de sécurité, lors d'une manifestation de villageois accusant les forces de l'OTAN d'avoir profané un Coran à Garmser (province de l'Helmand). Les manifestants ont tiré sur des agents du renseignement et en ont tué un.

Le gouvernorat accuse les Tâlebân d'avoir lancé cette fausse rumeur après une opération des forces internationales le 11 janvier visant un trafiquant de drogue local. L'OTAN a "démenti complètement les accusations de profanation du Coran". (AFP 13/01)

- Le 13 janvier, **2 soldats américains ont été tués dans l'explosion d'une bombe dans l'Est de l'Afghanistan.**

**Dans la province de Ghazni, 6 policiers afghans ont été blessés dans une explosion. (AP 13/01)**

### Le nombre de civils tués a augmenté en 2009, selon l'ONU

Les pertes civiles en Afghanistan ont atteint l'an dernier leur plus haut niveau depuis le début de la guerre dans le pays en 2001, a rapporté mercredi l'ONU. Les décès attribués aux forces anti-tâlebân ont toutefois reculé de près de 30%.

Selon la mission de l'ONU en Afghanistan, 2.412 civils afghans ont péri en 2009 dans des violences liées à la guerre contre 2.188 en 2008, (une hausse de 14% en un an). Et 3.566 autres ont également été blessés l'an dernier.

Près de 70% des civils tués (1.630) ont été victimes des insurgés tandis que 25% (596) ont succombé à des opérations des forces pro-gouvernementales, souligne le rapport. Les 135 décès restants n'ont pu être imputés à aucun camp en particulier et concernent des civils qui se sont retrouvés au milieu de combats ou ont été tués par des munitions non explosées.

Le nombre de civils tués par les forces anti-tâlebân, par exemple dans des frappes aériennes américaines ou des opérations terrestres de l'OTAN, a chuté de 28% par rapport à 2008.

Les bombardements aériens ont toutefois coûté la vie à 359 civils, soit 60% des décès attribués aux forces pro-gouvernementales.

Reste que plus de la moitié des décès de civils sont la conséquence d'attentats, d'assassinats et d'exécutions. Les attaques des insurgés visent essentiellement les forces afghanes et de la coalition internationale et ont souvent lieu dans des zones densément peuplées. (AP 13/01)

- Le 13 janvier, **un sous-officier français a été tué et 2 autres ont été blessés** lors d'une attaque dans une embuscade **au nord-est de Kaboul, dans la province de Kapissa (Reuters 13/01)**

- Le 13 janvier, **dans l'Est, 2 soldats américains sont morts par l'explosion d'une bombe.**

A Khost, **4 policiers et un civil sont morts alors qu'ils tentaient de désamorcer un explosif** devant le poste de police.

**Dans la province de Ghanzi, 6 policiers ont été blessés par une bombe télécommandée** qui a explosé près d'un bureau d'aide internationale.

**Dans la zone de Daman (province de Kandahâr), 3 policiers et 3 civils ont été blessés par l'explosion d'un camion suicide** près d'un poste de police.

**Le corps d'un soldat afghan enlevé le 11 janvier dans la province de Baghlan (Nord) a été trouvé le 12 janvier.**

**Dans la province de l'Helmand, les forces afghanes et internationales ont découvert, le 10 janvier, une cache d'explosifs et d'équipement pour la fabrication de bombes** (113kg d'explosifs artisanaux et 16kg d'engrais à base de nitrate). (AP 13/01)

- Le 14 janvier, **4 candidats à l'attentat suicide ont été tués par l'explosion prématurée de leur bombe** entre Pandjwaï et Kandahâr. (AP 14/01)

- Le 14 janvier, **entre 16 et 20 civils afghans ont été tués dans un attentat suicide commis sur le bazar de Deh Rawud (province d'Orouzgân).** (Reuters 14/01)

- **Plus de 30 tonnes d'armes et de munitions ont été découvertes** pendant une opération lancée le 12 janvier dans le district de Wardoch (province du Badakhchan). (Xinhua 14/01)

- **Les forces des Etats-Unis vont s'assurer le rôle principal dans le sud de l'Afghanistan en remplacement des Britanniques**, suite à l'arrivée de 21 000 soldats américains. La nouvelle structure de commandement se mettra en place au deuxième semestre 2010. (AFP 14/01)

- Le 15 janvier, **5 membres d'une même famille**, dont 4 enfants, **ont été tués par une bombe** placée sur une route **dans le district de Spin Boldak (province de Kandahâr).** (AP 15/01)

- Le 16 janvier, **2 militaires britanniques sont morts dans l'explosion d'une bombe en bordure de route** près de Sangin (province de l'Helmand). (AP 16/01)

- Le 16 janvier, **un soldat américain de l'OTAN a été tué dans une explosion dans l'Est du pays.** (AFP 16/01)

- Le 16 janvier, **2 soldats afghans ont été tués dans l'explosion d'une bombe** au passage de leur véhicule **dans le district de Sangin (province de l'Helmand).**

**Cinq insurgés ont été tués** dans une frappe aérienne de l'OTAN lors de combats entre l'armée afghane et des insurgés **dans le district de Marjah, (province de l'Helmand)**

**Dans la province du Paktika, 4 insurgés ont été tués et 3 autres blessés dans une frappe aérienne de l'OTAN.** (AFP 17/01)

- Le 16 janvier, **2 ingénieurs chinois et leurs 4 accompagnateurs afghans ont été enlevés dans le district de Qaysar, (province de Faryâb,** dans le nord de l'Afghanistan. Les ingénieurs chinois travaillaient à la construction d'une route dans la province de Faryâb. (AFP 18/01)

- Le 17 janvier, **un soldat canadien de l'OTAN est mort** en marchant sur un dispositif explosif artisanal, **dans le district de Pandjwaï (province de Kandahâr).** (AP 17/01)

- Le 17 janvier, **les forces internationales ont ouvert le feu sur un véhicule suspect** qui approchait à trop grande vitesse **et tué l'un de ses passagers** dans une région du sud de l'Afghanistan. (Le Télégramme 17/01)

- Le 17 janvier, **dans le district de Chesht Sharif (province de Hérat), un chef de district et 5 policiers ont été tués** par des Tâlebân. (Afghanistan News.Net 17/01)

- Le 18 janvier, **des Tâlebân ont lancé une série d'attaques en plein coeur de Kaboul**, près des portes du palais présidentiel, de la Banque centrale et de l'hôtel de luxe Serena. **Au moins 12 personnes ont été tuées, dont 7 assaillants, et 71 autres blessées** dans des attentats-suicide et affrontements entre insurgés et forces de l'ordre après cinq heures d'affrontements.

Un porte-parole des Tâlebân, Zabiullah Mujahid, a déclaré que 20 militants armés, dont certains équipés d'explosifs, étaient entrés dans Kaboul pour viser le palais présidentiel (AP 18/01)

- Le 18 janvier, **une dizaine d'insurgés et 2 policiers sont morts au cours d'un accrochage** dans le district de Bakwa (province de Farâh).

**Dans le district de Balamirghab (province de Badghis) des militants ont attaqué un poste de contrôle de la police et tué un policier.** (Xinhua 19/01)

- Le 20 janvier, **dans le district de Balamirghab (province de Badghis), des raids aériens ont tué une dizaine de militants.** (*Xinhua 20/01*)

- Au lendemain de l'audacieux coup de main des Tâlebân au coeur de Kaboul, le **président Hâmed Karzaï a réuni le 19 janvier ses ministres de la Défense, de l'Intérieur et de la Sécurité intérieure, et annoncé un réexamen du dispositif de sécurité dans la capitale.**

Selon le ministère de la Défense, 10 assaillants ont été tués, de même que 3 membres des forces de sécurité et 2 civils. Il y a eu 71 blessés, lors des combats. (*Reuters 19/01*)

- Le 20 janvier, **le gouvernement afghan a annoncé qu'il veut faire passer le nombre de soldats et policiers d'environ 191.000 actuellement à 400.000 d'ici cinq ans,** suite à une réunion du comité conjoint de coordination et de supervision, composé de représentants du gouvernement et de responsables de l'ONU et des principales nations ayant déployé des soldats dans le pays.. (*AP 20/01*)

- **Le nouveau rapport publié par le Bureau de sûreté des ONG en l'Afghanistan (ANSO) fait ressortir que le nombre de personnels locaux des ONG tués dans des incidents violents a baissé en 2009 par rapport à l'an dernier.** Mais il a averti que ce personnel pourrait courir plus de risques en 2010.

En 2009, 19 employés afghans d'ONG ont été tués au cours de 172 incidents enregistrés (contre 31 décès en 2008). Aucun personnel international d'ONG n'a été tué en 2009.

ANSO a indiqué que la majeure partie des 59 employés d'ONG enlevés par des insurgés en 2009 avaient été libérés. (*IRIN 20/01*)

- Le 19 janvier, **2 soldats américains** servant sous le commandement canadien **ont été tués par une bombe du bord de route dans le district d'Arghandâb (province de Kandahâr).** (*La Presse Canadienne 21/01*)

- Le 19 janvier, **15 combattants islamistes (13 Chinois ouïghours et 2 Turcs) auraient été tués en Afghanistan par une frappe menée par un drone des forces internationales,** selon un site islamiste turc. Pour sa part, l'OTAN a indiqué n'avoir pas répertorié d'attaque de drone ce jour-là. Néanmoins, le 12 janvier, l'OTAN avait fait état de tirs de missiles mené par des drones ayant tué 16 insurgés islamistes dans la province de l'Helmand. Il s'agissait d'une des rares attaques connues menées par ces avions sans pilote en Afghanistan. (*AFP 22/01*)

Le 20 janvier au soir, **4 insurgés ont été tués lors d'un raid de l'OTAN dans le secteur de Qara Bagh (province de Ghazni).** Mais des villageois ont affirmé que les victimes étaient des civils. L'OTAN a démenti que des civils aient été touchés dans ce raid qui visait un commandant tâleb. (*AP 21/01*)

- Le chef des forces américaines et de l'OTAN en Afghanistan, le général **Stanley McChrystal, prévoit de fixer des règles plus strictes aux perquisitions nocturnes,** tentative d'atténuer la colère de la population afghane envers les forces étrangères. (*AP 21/01*)

- Dans la nuit du 21 au 22 janvier, **un chef de la police afghane et 2 policiers ont été enlevés dans le district de Shaigal (province du Kounar).** (*AFP 22/01*)

- Le 22 janvier, **un soldat britannique a été tué près de Sangin, (province de l'Helmand).** (*AFP 22/01*)

- Le 22 janvier, **l'Afghanistan a interdit l'utilisation, la production, le stockage, l'achat ou la vente du nitrate d'ammonium, un engrais chimique qui peut être utilisé dans la fabrication d'engins explosifs.** Le texte donne 30 jours aux Afghans pour remettre leurs stocks éventuels aux autorités. Les forces de l'OTAN ont déjà commencé à confisquer le nitrate

d'ammonium, avec l'autorisation du gouvernement afghan, exhortant les agriculteurs à lui préférer des engrais contenant du nitrate d'urée. (*AP 22/01*)

- Le 22 janvier, **un attentat à la bombe a visé le convoi du gouverneur de la province du Wardak.** Halim Fidai est indemne mais **4 soldats qui l'escortaient ont été tués et un autre a été blessé.** Deux hommes armés, dont un commandant tâleb local, ont été arrêtés

**Dans le sud du pays, 2 soldats américains ont été tués dans l'explosion d'une bombe de bord de route.** (*Reuters 23/01*)

- Le 22 janvier, **les forces afghanes et internationales ont tué 12 militants dans le district de Gereshk (province de l'Helmand). Dans le district de Qarabagh (province de Ghazni), un manifestant a été tué et 2 autres blessés** par les forces de sécurité afghane au cours d'une manifestation contre une opération conjointe des forces afghanes et étrangères cette semaine.

Le 23 janvier, **à Khan Neshin (province de l'Helmand), 2 enfants afghans ont été tués et 2 autres civils ont été blessés par une bombe artisanale** sur un marché

**Dans le district de Tanai (province de Khost), un adolescent a été tué par une bombe artisanale.**

**Dans la province du Paktika, 3 afghanes ont été tuées et 3 autres civils ont été blessés lors d'un échange de tirs.**(*Reuters 23/01*)

- Le 24 janvier, **3 militaires américains ont été tués lors de deux incidents distincts, par l'explosion de bombes** lors de leurs patrouilles. (*Reuters 24/01*)

- **Le chef du groupe tenu pour responsable des attaques du 18 janvier au coeur de Kaboul a été arrêté et il semble que cette opération terroriste ait été coordonnée par Al-Qaïda,** a affirmé le 24 janvier le directeur-adjoint du renseignement afghan. Jusque-là, les autorités accusaient les Tâlebân. Des analystes et experts américains estiment également que les chefs d'Al-Qaïda ont approfondi et consolidé leurs relations avec les talibans et autres groupes insurgés opérant sur la frontière poreuse entre l'Afghanistan et le Pakistan. (*AP 24/01*)

- Le 24 janvier, **4 soldats bulgares ont été blessés lors d'une attaque de Tâlebân contre la base de l'OTAN de Kandahâr,** alors que le ministre bulgare de la Défense, Nikolai Mladenov, s'y trouvait. (*AFP 24/01*)

- Le 24 janvier, **un soldat britannique est mort dans de le district de Sangin (province de l'Helmand).** (*Wikinews 25/01*)

- Le 25 janvier, **un soldat norvégien de l'ISAF a été tué dans l'explosion d'une bombe artisanale dans le nord-ouest de l'Afghanistan.** (*AFP 25/01*)

- **Les Tâlebân ont relâché les 4 accompagnateurs afghans de deux ingénieurs chinois kidnappés** il y a près de dix jours dans le nord de l'Afghanistan. (*AFP 25/01*)

- **Les troupes de l'OTAN s'apprêtent à se lancer à l'assaut de la province de l'Helmand.** Selon un général britannique, cette vaste offensive pourrait forcer les Tâlebân à quitter les zones qu'ils contrôlent et renforcer l'autorité du gouvernement afghan dans les zones de non-droit. (*Le Monde 26/01*)

- Le 26 janvier, **une voiture suicide a explosé près de la base américaine de Phoenix à Kaboul, blessant au moins 6 personnes.** Le kamikaze visait un convoi militaire international. (*AP 26/01*)

- Le 26 janvier, **4 policiers ont été tués lors de l'attaque d'un poste de contrôle à Lashkargah, capitale de la province de l'Helmand.** (*AP 26/01*)

- Le 27 janvier, **des hommes armés ont tué 3 civils dans le district de Sabari (province de Khost)**. (*Xinhua 27/01*)

- Le 27 janvier, **15 Tâlebân ont été tués dans la province de Baghlan (Nord)**. (*Bakhtar 27/01*)

- Le 28 janvier, **des soldats américains de l'OTAN ont tué par erreur un imam en ouvrant le feu sur sa voiture à Kaboul** près de Camp Phoenix, une base américaine située dans l'est de la capitale. (*AP 28/01*)

- Le 29 janvier, **des Tâlebân**, portant sur eux des vestes chargées d'explosifs, **ont lancé en milieu de matinée une attaque de grande ampleur contre des sites du gouvernement afghan et de l'ONU à Lashkargah (province de l'Helmand)**. Deux insurgés ont été tués et un soldat afghan blessé. (*AP 29/01*)

- Sur les pistes empoussiérées d'Afghanistan, la vie des Marines est parfois suspendue à la truffe de **labradors transformés en "chiens de guerre" passés maîtres dans l'art de flairer les engins explosifs**. "*Ils sont fiables à 98%. Nous faisons davantage confiance à ces chiens qu'aux détecteurs de métaux et aux démineurs*", souligne le caporal Andrew Guzman.

Dressés pour signaler cinq types de menaces ces fidèles compagnons de guerre jouent un rôle de premier plan.

Aux bergers allemands, l'équipe cynophile afghane a préféré les labradors, plus faciles à dresser. Ils ont aussi la capacité de détecter une odeur à 500 mètres de distance. Selon des sources officielles, jusqu'à 70 chiens sont actuellement déployés dans le sud afghan. D'autres "chiens de guerre" arriveront en renfort dans les mois prochains. (*AFP 29/01*)

- Le 29 janvier, **3 Américains**, 2 militaires et un civil, **ont été tués dans l'est de l'Afghanistan**. (*La Presse Canadienne 29/01*)

- Le 30 janvier, **2 militants tâlebân ont été tués dans le district de Moqur (province de Badghis)**, suite à l'attaque d'un convoi d'approvisionnement de Programme alimentaire mondial de l'ONU.

Le 31 janvier, **au moins 4 insurgés ont été tués et 2 autres blessés dans le district de Kushk-e Kohna (province de Hérat)**. (*Quqnoos 31/01*)

- Le 30 janvier, **2 soldats afghans ont été tués probablement par des "tirs amis"**, à la suite d'un malentendu entre des soldats de l'OTAN et des troupes afghanes, dans la région de Sayed Abad (province du Wardak). (*AP 30/01*)

- Le 30 janvier, **dans la province du Wardak, un interprète a tué 2 soldats américains**. Par la suite il a été tué par d'autres soldats. (*Reuters 30/01*)

- Le 30 janvier, **8 Tâlebân**, dont un commandant local, **ont été tués dans le district de Bala Murghab (province de Badghis)**. (*Quqnoos 30/01*)

#### 44 militaires étrangers ont été tués en janvier

Il s'agit du plus lourd bilan mensuel dans les armées étrangères, publié depuis le début du conflit, qui entre dans sa neuvième année.

Quelque 44 militaires étrangers ont péri depuis le 1er janvier en Afghanistan (contre 25 en janvier de l'année dernière), soit le plus lourd bilan mensuel jamais déploré depuis le début du conflit entré dans sa neuvième année. Parmi eux, 29 Américains sont morts contre 15 à la même époque l'an dernier. Les pertes dans les rangs des troupes internationales battent chaque année des records et ont atteint 520 morts en 2009 (contre 295 l'année précédente). Les civils afghans sont également de plus en plus victimes de la guerre. Selon l'ONU, 2.412 civils ont été tués en 2009, le plus lourd bilan depuis le début de l'intervention américaine en 2001.

Les troupes étrangères subissent de lourdes pertes notamment à cause des bombes artisanales dissimulées sur les bords de routes, responsables de 60% des pertes en 2009.

"Avec un renfort de troupes étrangères et des forces afghanes revigorées (...), l'ennemi va utiliser toutes ses capacités pour montrer que ce déploiement

accroît l'instabilité", a déclaré le porte-parole du ministère afghan de la Défense, le général Zahir Azimi. "*Quand les combats s'intensifient, la zone de guerre s'agrandira en conséquence et le nombre de victimes augmentera*", a-t-il dit à l'AFP. (*Le Nouvel Observateur et AFP 31/01*)

- Le 31 janvier, **dans la province d'Orouzgân, 4 insurgés présumés ont été tués ainsi qu'une femme et un bébé** lors de l'attaque d'un complexe par les forces de l'OTAN. (*AP 31/01*)

### III – RECONSTRUCTION, ÉCONOMIE, ENVIRONNEMENT

- La compagnie RAK Airways prévoit de commencer des vols **Kaboul-Dubaï et Kaboul-Francfort** le 1<sup>er</sup> février au nom de la compagnie afghane Ariana en attendant l'approbation des autorités de l'aviation civile des Emirats.

La compagnie RAK prévoit deux vols par semaine entre Kaboul et Francfort, et trois semaine en été, et une fois par semaine entre Kaboul et Dubaï. (*The National 03/01*)

- Alors que l'Afghanistan était renommé pour ses exportations de fruits secs, le pays est plus aujourd'hui connu pour ses plantations de pavot.

**Les Américains ont commencé par envoyer des unités d'agro-business en Afghanistan début 2008**. Ils travaillent maintenant dans 14 des 34 provinces du pays, où ils essaient d'améliorer des pratiques de gestion d'irrigation et d'apporter de nouvelles idées aux agriculteurs.

Une unité 63 militaire d'une unité de l'Indiana est revenue d'une mission de 11 mois dans la province de Khost. Une deuxième unité est déjà in place dans cette province pour continuer le travail de formation des agriculteurs.

50 agriculteurs ont été formés entre autre dans la façon d'irriguer les champs en utilisant des systèmes de goutte à goutte afin de préserver les ressources précieuses en eau pendant la longue saison sèche de la région. Il leur a été appris la taille des arbres pour optimiser la production et les traitements anti-parasites.

Ces unités n'opèrent pas dans les zones productrices de pavot mais peuvent aider à combattre le commerce de l'opium en montrant aux intéressés de apprécier le potentiel d'autres cultures. (*AP 06/01*)

- Le 9 janvier, **un programme de 24km de réhabilitation de route a été accompli dans la zone d'Aqcha dans la province de Djaozdjan (Nord)**. Trente-cinq autres kilomètres seront bientôt achevés. (*Pajhwok Afghan News 09/01*)

- **L'agriculture est l'une des clés de la légitimité du fragile gouvernement afghan et sa relance permettrait de lutter contre la culture du pavot**, qui alimente la guérilla islamiste, estime le ministre américain de l'agriculture, Tom Vilsack.

L'administration américaine a fait de ce secteur la première de ses priorités dans le domaine civil, a-t-il souligné, à son arrivée à Kaboul, où il a entamé une visite de trois jours destinée à exprimer l'intérêt de Washington pour le secteur. "*L'agriculture se trouve à la croisée de nos efforts en faveur de la stabilisation de l'Afghanistan. Aider les Afghans dans ce domaine contribuera à asseoir la confiance en leur gouvernement*", a poursuivi le ministre, s'adressant à la presse.

L'activité représente 80% des richesses produites en Afghanistan, mais la moitié seulement des terres arables sont exploitées, ce qui laisse une marge de progression "énorme", a-t-il estimé, sans minimiser les défis à relever. L'idée est d'inciter les agriculteurs qui tirent leurs revenus de l'opium vendu aux Tâlebân à passer à d'autres productions encore plus rémunératrices, telles que le raisin de table, les noix ou les grenades.

Selon Washington, le pavot rapporte 2.500 dollars par hectare alors qu'avec la grenade, on peut atteindre 12.000 dollars pour la



même surface. Le principal obstacle au développement de ces alternatives réside dans l'accès limité au crédit, un problème que Tom Vilsak a promis d'évoquer avec son homologue afghan.

Le développement de l'agriculture, que Washington considère comme l'une des clés de la lutte contre les Tâlebân en parallèle au déploiement de renforts militaires, ne sera toutefois pas aisé. L'accès au crédit et les aides américaines risquent fort de se heurter aux difficultés d'acheminement des produits agricoles dans un pays en guerre pratiquement privé d'infrastructures.

Une centaine d'experts américains du secteur agricole devraient être à pied d'oeuvre le mois prochain, en Afghanistan. La part de l'agriculture dans l'aide des Etats-Unis, passée de 300 millions de dollars en 2009 à 425 millions en 2010, reste toutefois modeste, mais ces sommes ne comprennent pas les projets qui dépendent du ministère de la Défense. (Reuters 10/01)

- Les problèmes judiciaires de l'entreprise de sécurité américaine **Blackwater** ne l'empêchent pas d'avoir des projets en Afghanistan. Désormais nommée Xe Services, cette firme **serait en lice pour conclure un contrat avec le Pentagone d'une valeur potentielle de 693 millions d'euros pour la formation de la police nationale afghane.**

En novembre dernier, l'entreprise disposait de plus de 200 agents de sécurité sur le terrain en Afghanistan, selon des documents détaillant les opérations de Xe Services.

Xe est aussi un fournisseur prolifique de services d'aviation en Afghanistan. Presidential Airways, l'une de ses filiales, a transporté en avion et hélicoptères des milliers de passagers et des kilos de courrier et cargaison dans le cadre de contrats avec le Commandement des transports américain, d'une valeur potentielle de près de 603 millions d'euros, selon une commande. (AP 10/01)

- **Un centre de formation agricole a été construit avec l'aide financière française** pour un montant de 68.000 dollars. (Bakhtar 13/01)

- Pour la troisième année consécutive, **18 producteurs et marchands afghans de tapis présenteront, leurs meilleurs tapis tissés à la main au salon international Domotex à Hanovre** en Allemagne qui ouvre le 16 janvier. L'agence américaine pour le développement international (USAID) a organisé la participation afghane à Domotex. L'an dernier, 21 marchands de tapis afghans avaient participé à l'exposition de Hanovre, engrangeant plus de 5 millions de dollars dans des ventes directes et contrats. (Pajhwok Afghan News 14/01)

- Le 16 janvier, **les autorités ouzbèkes et afghanes ont décidé de lancer des travaux de la construction d'une ligne ferroviaire de 70km, reliant Mazar-i-Charif et le port de Hairatan**, sur l'Amou-Darya. Son financement serait assuré par la Banque asiatique de développement.

La construction d'un autre tronçon, reliant Mazar-i-Charif à Dara-i-Souf (province voisine de Samangan), pourrait être lancée dans la deuxième phase.

Hairatan est le passage de presque la moitié des importations de l'Afghanistan et beaucoup de ses biens humanitaires de base. (Pajhwok Afghan News 17/01)

- **Un organisme de formation pour les services des douanes afghanes vient d'être inauguré à Kaboul**, en présence des représentants des Etats-Unis et du Canada. 150 à 200 recrues seront formées en 12 mois. Parallèlement, quatre professeurs afghans suivront un programme de formation pour former à leur tour les Afghans. (Gouvernement du Canada 19/01)

- **La compagnie aérienne afghane Safi a annoncé des accords avec Lufthansa, United Airlines, Emirates Airways et Qatar Airways.** Ces accords, mis en place à partir du 1er février, permettront aux passagers voyageant vers/depuis Kaboul vers/

depuis l'international d'utiliser ces compagnies partenaires avec le même billet. (Gulf News 22/01)

- **Les exportations de tapis ont baissé de 44% au cours des neuf derniers mois**, comparés aux chiffres de la même période l'an dernier. Plus de six millions de personnes sont impliqués dans la production et le commerce de tapis, l'un des principaux produits d'exportation pour l'Afghanistan et une source de revenus en devises étrangères.

Zarif Yadgari, directeur adjoint de l'union afghane pour l'exportation de tapis, a avancé la récession économique mondiale comme raison principale de cette réduction, sans compter la nouvelle violence qui sévit au Pakistan où transitent 97% de la production. (Pajhwok Afghan News 25/01)

- Le 26 janvier, **le Fonds monétaire international et la Banque mondiale ont annoncé avoir ratifié un accord international qui permettra de réduire la dette extérieure de l'Afghanistan de 1,6 milliard de dollars** vis-à-vis de multiples créanciers. Selon les dernières données du FMI, la dette de l'Afghanistan a chuté de 155% du produit intérieur brut lors de l'exercice budgétaire 2006/07 à 20,8% lors de l'exercice suivant (en tenant compte de la réduction de dette, dont la procédure était alors en cours).

"L'Afghanistan a mené à bien un certain nombre de réformes importantes en dépit d'un environnement extrêmement difficile caractérisé par l'insécurité, une crise alimentaire, et une situation politique difficile", ont souligné le FMI et la Banque mondiale. Ces réformes concernaient la gestion de la dette, le secteur minier, la santé et l'éducation.

Cité dans le communiqué, le directeur de la Banque mondiale à Kaboul, Nicholas Krafft, a cependant souligné que l'Afghanistan allait rester "un pays à haut risque pour la dette étant donné sa dépendance aux financements de donateurs".

"En plus des améliorations dans la sécurité, les défis essentiels à l'avenir seront d'élever le revenu national, d'investir dans l'infrastructure, et d'avancer dans la mise en oeuvre de la stratégie de développement pour réduire la pauvreté", a souligné le chef de mission du FMI en Afghanistan, (AFP 26/01)

- **La Russie serait prête à aider à reconstruire l'Afghanistan avec des financements occidentaux.** La Russie pourrait reconstruire plus de 140 bâtiments érigés par des ingénieurs soviétiques entre 1952 et 1988. Des centrales, des routes, des lignes électriques et des réseaux d'oléoduc pourraient également être réhabilités. (AP 27/01)

### Un challenge économique

- Le budget national de l'Afghanistan est à 90% financés par les pays étrangers et les organismes multilatéraux.

- L'aide en faveur de l'Afghanistan s'est élevée à 6,3 milliards de dollars pour 2008-09, représentant 45% du produit intérieur brut, le rendant dépendant de l'étranger.

- 60% de l'aide ne transite pas pris en compte par le budget du pays, mais est qualifié de « budget externe », en raison des problèmes de corruption et de la capacité du gouvernement à gérer cet argent.

- Le secteur de la sécurité se taille la plus grande part du budget national, avec 40%.

- Les autorités se débattent pour dépenser l'argent disponible. L'équivalent de 9% du PIB demeure non réalisée chaque année. Seul 43% des dépenses dans le domaine du développement ont été exécutés en 2008-2009, contre 54% l'année précédente.

- Les pays donateurs occidentaux reconnaissent qu'un système de budget parallèle mine la légitimité du gouvernement aux yeux des Afghans et il y a une pression sur des donateurs pour travailler plus étroitement avec le ministère afghan des Finances. [sources Banque mondiale] (Reuters 28/01)

- **Les pays donateurs fourniront 2,6 milliards de dollars sur les trois prochaines années au fonds de reconstruction pour l'Afghanistan, géré par la Banque mondiale.**

Réunis le 29 janvier à Londres, au lendemain de la conférence internationale sur l'Afghanistan, les 31 pays donateurs se sont mis d'accord sur une enveloppe d'environ 2,6 milliards de dollars

pour la période 2010-2013.. Cela représente une hausse de 32% par rapport aux sommes disponibles pour ce pays ces trois dernières années. Le fonds est devenu essentiel dans le développement de l'Afghanistan, qui privilégie pour les trois prochaines années l'agriculture, les infrastructures et le secteur de l'irrigation. (Reuters 29/01)

- **L'Afghanistan a dans son sous-sol des ressources pétrolières et minérales estimées à un milliard de milliards de dollars**, a affirmé le 31 janvier Hâmed Karzaï. Le pays pourrait devenir l'un des plus riches du monde si on l'aidait à exploiter ces gisements, a déclaré M. Karzaï. "J'ai une très bonne nouvelle pour les Afghans. Les premiers chiffres que nous avons montrent que nos gisements valent un milliard de milliards de dollars. Pas un milliard de millions, mais un milliard de milliards", a-t-il dit. Cette estimation, provient d'une étude réalisée par l'Institut de géophysique américain (USGS), qui doit être achevée "dans deux mois".

L'Afghanistan dispose de gisements de cuivre, de fer, d'or, de minerai de fer, ainsi que de gaz naturel, de pétrole et de pierres précieuses et semi-précieuses, qui ont été peu exploités, car les conflits se sont succédés depuis une trentaine d'années..(AFP 31/01)

#### IV - DROGUE

- **Les forces américaines** déployées en Afghanistan, qui attendent des renforts de 30.000 hommes dans les prochains mois, **ont le plus grand mal à se faire accepter par la population locale. Cette inimitié est encore aggravée par la désorganisation du commerce de la drogue que leur présence tend à provoquer.**

Ce phénomène est particulièrement notable dans la province rurale de l'Helmand, où les Marines ont fait fuir bon nombre des trafiquants sur lesquels les habitants comptaient pour revendre leur production de pavot à la frontière pakistanaise.

Un grand nombre d'habitants de la province de l'Helmand, qui produit plus de 50% du pavot cultivé mondialement, dépendent pour vivre de cette récolte, dont sont tirés l'opium et l'héroïne. Démanteler ce commerce risquerait de ruiner les projets de développement mis peu à peu en place par le biais de la collaboration entre civils et militaires, du creusement de canaux d'irrigation à l'ouverture d'établissements scolaires.

L'administration Obama a tenté de neutraliser ce problème en inversant la politique menée précédemment par les Etats-Unis, qui consistait à détruire systématiquement les cultures de pavots. Cette tactique de l'ère Bush s'est en effet révélée contre-productive: loin d'empêcher l'argent de la drogue d'alimenter les caisses des Tâlebân, elle a poussé la population à rejoindre le camp des insurgés islamistes.

Les Marines qui patrouillent dans le district de Rig s'emploient aujourd'hui à rassurer les habitants en leur expliquant qu'ils sont là, non pas pour les priver de leurs moyens de subsistance, mais pour combattre les Tâlebân.

Le gouverneur du district, Massoud Balouch, qui considère la culture du pavot comme contraire à l'islam, a appelé les paysans locaux à cesser cette activité.

Préventivement, le gouverneur a fait distribuer cet automne aux cultivateurs de Rig des grains de blé en vue des semailles. Une façon de les encourager à se détourner du pavot, comme le souhaitent les Etats-Unis. Mais les intéressés répondent à cette sollicitation qu'ils gagnent cinq fois plus d'argent en cultivant le pavot que le blé sur une même surface.

Autre problème lié à cette culture de substitution: le blé ne demande qu'un dixième de la main-d'oeuvre nécessaire pour récolter le pavot, ce qui fait craindre une forte poussée du chômage dans les zones visées, selon Vanda Felbab-Brown, spécialiste des stupéfiants à la Brookings Institution. Une évolution qui serait immanquablement récupérée par les Tâlebân. (AP 02/01)

- « **La présence des États-Unis et de la Grande-Bretagne en Afghanistan n'a pas conduit à une diminution de la culture et production des drogues, mais elle a plutôt eu comme conséquence une augmentation de production d'opium** » a déclaré le 6 janvier, le brigadier général Hamid Reza Hosseinabadi de la police iranienne de lutte contre la drogue à Téhéran. (Teheran Times 07/01)

- Le 8 janvier, **les forces internationales en Afghanistan ont annoncé avoir saisi, lors de la fouille d'un camion, et détruit près de 3 tonnes d'opium, de l'héroïne et des armes dans la province de Kandahâr**, un bastion de la rébellion et un centre de production de l'opium qui lui fournit une partie de son financement. (AFP 08/01)

- Le 12 janvier, **dans le district de Gulran (province de Hérat), la police afghane a arrêté 9 trafiquants** qui tentaient de passer de la drogue en Iran. (Xinhua 13/01)

- **Les barons afghans de la drogue feraient passer plus d'héroïne par l'Iran vers l'Europe que via les républiques d'Asie centrale**, a affirmé le responsable du contrôle des drogues du Tadjikistan, Rustam Nazarov. Selon lui, le nouvel itinéraire passe par Iran, puis le Caucase et ensuite la Russie.

L'an dernier, les Etats-Unis ont dépensé environ 300 millions de dollars pour des projets agricoles et cette année, ils vont y consacrer plus de 425 millions. (Reuters 25/01)

- Le 28 janvier, **le Canada a annoncé qu'il aidera dans la lutte contre les narcotiques en Afghanistan par une contribution de 25 millions de dollars canadiens.** (Gouvernement du Canada 28/01)

#### V – ÉDUCATION, SANTÉ, ONG

- **L'Afghanistan va recevoir 600.000 doses de vaccin contre la grippe AH1N1 alors que le pic de la pandémie semble passé.** La Turquie va livrer 100.000 doses et l'organisation mondiale de la santé de l'ONU 500.000 doses. Ces doses serviront aux personnes les plus vulnérables telles que des professionnels de la santé, les femmes enceintes et les enfants. Selon le ministère de santé publique, 948 personnes ont contracté la maladie et 17 sont mortes depuis juillet 2009. (IRIN 11/01)

- **Las de voir leurs jeunes tomber dans la toxicomanie, les barbes grises d'un village isolé de la province de Ghazni agissent pour les sortir de ce fléau**, ou leur demander de quitter le village, en imposant une date buttoir. Ainsi plus de 200 jeunes ont été priés de quitter le district. Ils ne reviendront que lorsqu'ils auront abandonné leurs drogues. La première étape de la campagne était d'identifier les producteurs, les trafiquants et les revendeurs. Puis de leur dire que, s'ils ne s'arrêtaient pas, ils seraient condamnés à une peine de 2.000 dollars. Et s'ils persistaient leurs maisons seraient brûlées. Enfin, s'ils dépassaient la date limite, ils seraient expulsés du village.

Le docteur. Ismail Ibrahimzai, chef de l'hôpital provincial de Ghazni, a estimé à environ 20.000 les toxicomanes de la province, dont 80% sont des hommes, 13% des femmes et 7% des enfants. (AFP 13/01)

- **Dans le Voile de larmes**, un livret de 60 pages publié le 19 janvier, **IRIN propose un recueil unique d'histoires personnelles concernant l'accouchement**, raconté par des femmes, des hommes et des enfants de différentes régions d'Afghanistan. Le gouvernement afghan et ses partenaires ont fait des avancées notables, comme l'augmentation du nombre d'installations sanitaires dans le pays (de 400 en 2001 à 1 755 de 2008) et le programmes de formation en obstétrique, mais il reste beaucoup à faire pour rendre l'accouchement plus sûr pour les Afghanes.

- Une Afghane sur huit meurt en accouchant  
 - Une Afghane a 225 fois plus de chance de mourir en accouchant qu'une Britannique  
 - Seuls 25% des naissances sont pratiquées par une professionnelle de la santé  
 - Il y a moins de 13.000 professionnelles de la santé pour une population de 28 millions d'habitants.

(IRIN 19/01)

- Cette année, **la Turquie construira 15 écoles et 7 cliniques de santé**. La Turquie a déjà construit 68 écoles en Afghanistan. (The FrontierPost 27/01)

- **Le Danemark s'est engagé pour un montant de 7,5 millions de dollars pour le Programme de solidarité nationale**. Cela servira à financer la construction de quatre écoles dans la province de Sar-e Poul. (Pajhwok Afghan News 28/01)

- **Des ONG françaises travaillant en Afghanistan ont lancé un appel à la Conférence de Londres du 28 janvier sous le titre L'aide humanitaire n'est pas une arme de guerre**. Extraits : « Nous exhortons le gouvernement afghan et la Communauté internationale à prendre des décisions courageuses et résolues en faveur de la reconstruction et du développement.

Le peuple afghan a besoin de secours, de développement, pour faire reculer la misère, et de plus de justice pour rétablir la confiance dans le présent et l'avenir.

Les ONG humanitaires françaises demandent à la conférence de Londres de respecter leurs principes et méthodes d'action fondés sur l'impartialité et l'évaluation scrupuleuse des besoins vitaux de la population.

Les ONG humanitaires françaises demandent que les attributions des secours destinés à l'aide humanitaire ne soient pas guidées par des considérations politiques ou militaires.

Les ONG humanitaires françaises en Afghanistan appellent les insurgés, l'armée afghane et les forces de l'OTAN à respecter l'impartialité de l'action humanitaire au service des populations secourues, partout en Afghanistan.

Signé par : ACF, ACTED, Action Droits de l'homme, Afghanistan Demain, AFRANE, EMDH, La chaîne de l'espoir, MADERA, Médecins du Monde, Mères pour la paix, MRCA, Solidarité laïque, Solidarités, Sport sans frontières, URD.

(Afrane)

## VI – REFUGIÉS, DROITS DE L'HOMME, JUSTICE

- Selon le gouvernement afghan, le nombre de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays en Afghanistan est significativement plus élevé que ce qui avait été estimé par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR).

**Les statistiques collectées par le nouveau ministère des Réfugiés et des retournés dans les 34 provinces du pays indiquent que 82 778 ménages (soit 413 890 individus) sont actuellement déplacés à l'intérieur de leur propre pays.**

Le HCR avait estimé à environ 275 000 personnes le nombre de déplacés en Afghanistan. D'après le HCR, vu la nature temporaire de leur déplacement, il est difficile de déterminer le nombre exact de personnes déplacées à cause des conflits. En plus du conflit actuel, des catastrophes naturelles récurrentes comme des tremblements de terre et des inondations ont obligé certains Afghans à quitter leur foyers. Des ressortissants afghans qui avaient fui au Pakistan et en Iran sont devenus, à leur retour, des personnes déplacées interne parce qu'ils ont perdu leurs terres ou ont connu d'autres problèmes socioéconomiques. (IRIN 05/01)

- Le 6 janvier, **plusieurs organisations de journalistes afghans ont appelé les ravisseurs de leurs deux confrères de France 3 à**

**les libérer au plus vite**, selon l'organisation Reporters sans frontières. (AP 07/01)

- **La prison de Bagram**, située sur une base militaire américaine en Afghanistan, **devrait passer sous commandement afghan d'ici un an** en accord avec les lois internationales, a assuré le 27 janvier le vice-amiral Robert Haward, chargé des questions de détention en Afghanistan. Il a expliqué la nécessité d'ici là de former 2.000 soldats afghans pour travailler dans la nouvelle prison, qui vient d'être inaugurée. Appelée "centre de détention de Parwan" (nom de la province où il se situe), cette prison peut accueillir plus de 1.000 prisonniers et remplace l'ancienne prison de Bagram qui hébergeait 650 détenus. (AFP 27/01)

- Le 30 janvier, **la police indonésienne a déclaré détenir 26 migrants afghans en transit pour l'Australie**. (AAP 30/01)

## VII – CULTURE, HISTOIRE, VIE QUOTIDIENNE, FAITS DIVERS, SPORT

- **Un projet financé par l'agence américaine pour le développement international (USAID) pour collecter les ordures dans des rues de Kaboul créera des emplois et améliorera l'environnement**, mais les autorités municipales demandent une solution plus permanente.

L'USAID dépensera 60 millions de dollars d'ici 2012 pour la gestion des ordures, les canaux de bords de trottoirs, la réhabilitation des parcs de ville et des terrains de sports et autres programmes verts à Kaboul. Le volet de gestion des ordures devrait fournir du travail pour 3.000 personnes.

Les autorités municipales estiment que Kaboul, avec cinq millions d'habitants, produit environ 3.500 tonnes d'ordures par jour, dont presque la moitié n'est pas ramassée. Pour cette tâche, le municipalité emploie 2.500 personnes et possède 111 camions plus de la moitié peuvent lâcher à tout moment

L'entassement des ordures à Kaboul sont une source importante de maladies, de pollution atmosphérique et de problèmes écologiques selon le ministère de la santé publique. (IRIN 07/01)

- Le 7 janvier, **2 anciens salariés d'une filiale de l'entreprise de sécurité américaine Xe (anciennement Blackwater) ont été arrêtés pour meurtres** après la mort l'an dernier de 2 Afghans tués dans des tirs à la suite d'un accident de circulation à Kaboul. (AP 07/01)

- **Un seigneur de guerre afghan, de la province d'Orouzgân, a déclaré qu'il recevait des Pays-Bas de l'argent pour protéger des convois de véhicules** de l'armée hollandaise (soit environ 2 500 dollars par camion). Le ministère hollandais de la Défense a précisé que les transporteurs locaux pouvaient trouver eux-mêmes les moyen d'assurer la protection des convois. (Afghanistan News.Net 08/01)

- **Les ruines des sites fortifiés historiques situés sur la rive droite de l'Helmand, au sud de Lashkargah (province de l'Helmand) sont dans état de délabrement**. Certains d'entre eux ont été déjà détruits pendant des années de guerre. Les autres ont été réquisitionnés par des hommes forts.

Muhammad Ismail Shariatyar, directeur de la société culturelle de Bost, a insisté sur la richesse historique que représentent ces ruines. Si une attention appropriée n'est pas prêtée à ces sites, certains grands serait complètement détruits. Et ce sera une perte énorme pour notre culture et notre histoire.

Le directeur de l'Information et de la Culture, Ali Shah Mazlumy, a admis que les forts ont été de force occupés par les hommes puissants. Cependant, il a rassuré que le gouvernement essayait de les récupérer et d'agir légalement contre leurs occupants.

Il a dit savoir que des fouilles clandestines avaient eu lieu dans palais du sultan Mahmoud de Ghazni et que le gouvernement avait menacé ces pseudo-fouilleurs.

Par ailleurs, environ 50 maisons ont été construites à l'intérieur du palais de Mahmoud de Ghazni. Dans le district de Naw Zad, beaucoup de familles ont démolé les remparts externes du palais et y ont construit des maisons afin de se protéger des combats dans leurs villages.

Le fort de Bost a été détruit il y a deux ans pour y construire une base militaire. Beaucoup d'écrivains, de poètes et d'hommes de culture se sont exprimés sur ce désastre mais le gouvernement est resté impassible. Cependant, le nouveau ministre de la Culture et de l'Information a donné quelques signes d'espoir. (*Pajhwok Afghan News 08/01*)

**- Le Pentagone a rendu public pour la première fois le nom des 645 détenus de la prison située sur la base américaine de Bagram en Afghanistan** et souvent appelée le "Guantanamo afghan", a annoncé le 16 janvier l'ACLU, organisation de défense des libertés civiles. Elle a cependant été largement censurée, ne laissant apparaître que les prénoms et noms de famille de chaque prisonnier mais pas d'autres informations essentielles comme leurs nationalités, depuis combien de temps ils sont emprisonnés, dans quel pays ils ont été arrêtés ou les circonstances de leur capture", a regretté l'ACLU dans un communiqué. Parallèlement, la question de l'accès aux tribunaux américains des détenus de Bagram qui ne sont pas de nationalité afghane ni n'ont été arrêtés en Afghanistan est actuellement examinée par la cour d'appel fédérale de Washington. (*AFP 16/01*)

**- On n'a plus de nouvelles des 106 Hazâras demandeurs d'asile qui ont quitté l'Indonésie en bateau pour l'Australie le 2 octobre dernier.** (*Reuters 17/01*)

**- La ville de Paris a mis à disposition de l'association Emmaüs jusqu'au 31 mars les locaux de l'ancien hôpital Saint-Lazare « pour mettre à l'abri les exilés du 10e arrondissement », parmi lesquels figurent des mineurs afghans** en errance dans le secteur des gares du Nord et de l'Est. Ce bâtiment est proche des gares de l'Est et du Nord, qui constituent, selon le ministre, « la plate-forme parisienne de transit des filières clandestines en provenance de l'Afghanistan et à destination de l'Angleterre et des pays d'Europe du Nord ». Le ministre rappelle que l'Etat propose déjà un dispositif d'hébergement. 175 places d'hébergement, assurant-t-il, sont ainsi disponibles à travers le pays, en partie inoccupées. (*DNA 17/01*)

### **La corruption, principale préoccupation des Afghans**

La corruption est la principale préoccupation des Afghans, devant l'insécurité et le chômage, révèle un rapport d'une agence des Nations unies publié le 19 janvier, soulignant que ce fléau mine le soutien populaire à la lutte contre les Tâlebân.

59% des Afghans considèrent le paiement de pots-de-vin comme leur principal souci selon l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDD), devant l'insécurité (54%), dans ce pays livré à la violence depuis plus de 30 ans, et devant le chômage (52%).

Le phénomène, plus marqué dans les provinces du Nord et du Sud, prend des proportions exorbitantes pour l'Afghan moyen. Celui-ci verse en moyenne chaque année 160 dollars en dessous-de-table, soit plus du tiers de ses revenus pour un PIB par habitant de 425 dollars.

Agrégée au niveau de l'ensemble de la population, la corruption représenterait ainsi 2,5 milliards de dollars, soit 23% du PIB de l'Afghanistan selon les calculs de l'ONUDD dont le siège est à Vienne.

Les 7.600 personnes interrogées dans 12 capitales de province et plus de 1.600 villages ont évoqué comme possibles situations de corruption la volonté d'accélérer une procédure administrative, de soudoyer un juge, un responsable officiel ou un policier pour obtenir un meilleur traitement.

L'ONUDD recommande à Kaboul de créer une autorité anticorruption, de rendre les procédures administratives transparentes et de faire publier les revenus des responsables publics. (*AFP 19/01*)

**- Une zone de nidification d'un des oiseaux les plus rares et méconnus du monde, la rousserolle à grand bec, a été découverte dans le massif du Pamir** (nord-est de l'Afghanistan), ont récemment annoncé des scientifiques de la Société pour la préservation de la faune (WCS).

C'est en juin 2008, alors qu'un ornithologue de cette ONG américaine, Robert Timmins, effectuait des observations sur la reproduction de groupes d'oiseaux le long des rivières Wakhan et Pamir, qu'il a entendu et découvert un petit oiseau au long bec et de couleur brun-olive. Peu familier des espèces locales, le scientifique a alors pris des notes, enregistré son chant, avant d'observer une douzaine d'autres individus par la suite.

Le chercheur a supposé d'abord qu'il s'agissait de rousserolles des buissons (*Acrocephalus dumetorum*), mais après une visite au Musée d'histoire naturelle de Tring, en Angleterre, il a constaté avec étonnement que les oiseaux qu'il a vu appartiennent clairement à une autre espèce.

L'analyse du chant de l'oiseau par Lars Svensson, un spécialiste suédois de la famille des rousserolles et de leurs chants, a confirmé l'hypothèse qu'il s'agirait du premier enregistrement de la rousserolle à grand bec (*Acrocephalus orinus*), une espèce quasi-inconnue.

Le premier spécimen de cette espèce, considérée en 2007 comme l'une des plus rares du monde par l'ONG britannique Birdlife International, avait en effet été découvert en Inde en 1867, et plus d'un siècle s'était écoulé avant d'en retrouver un autre, cette fois en Thaïlande en 2006.

En juin 2009, trois chercheurs de la branche afghane de la WCS, malgré les risques dus aux rivalités tribales, sont revenus dans la province excentrée du Badakhchan sur plusieurs sites d'observation du mystérieux oiseau. La diffusion du chant enregistré l'année passée a permis de faire converger des rousserolles et vingt d'entre elles sont capturées à l'aide de filets. Les analyses ADN des plumes ont confirmé la découverte inédite, qui a été révélée dans l'édition de décembre de la revue ornithologique "BirdingASIA", le bulletin de l'Oriental Bird Club.

L'oiseau, resté longtemps inconnu du fait de ses aires de nidification très difficiles d'accès, n'est pas chassé par les populations locales mais peut être menacé par la disparition de son habitat, suite à l'extension des zones d'activités humaines.

*"On ne connaissait quasiment rien de cette espèce. Donc cette découverte d'une zone de nidification représente un apport considérable d'informations sur la rousserolle à grand bec. Cela indique aussi que le corridor de Wakhan renferme d'autres secrets de la nature et qu'il est d'une importance cruciale pour les futurs efforts de protection de l'environnement en Afghanistan"*, a souligné Colin Poole, directeur du programme Asie de la WCS.

Cette ONG basée à New York est la seule à mener des études scientifiques dans ce pays en guerre. Elle a aidé à la création du premier parc national afghan, celui de Band-e Amir (centre), et travaille avec le gouvernement afghan à l'établissement d'une liste d'espèces protégées. (*La Presse Canadienne 22/01*)

**- Le Japon a signé des contrats d'un montant de 1,2 millions de dollars avec six organisations non gouvernementales pour mettre en application sept projets de développement**, sur un an. Ces projets comportent la construction de trois écoles à Ghor, une clinique dentaire à Hérat, l'accès à l'eau potable dans trois villages du Nouristan, une aide aux fonctionnaires du gouvernement et un projet architectural dans le district de Khwaja Omari dans la province de Ghazni. (*Pajhwok Afghan News 25/01*)

**- Le 30 janvier, "Restrepo", documentaire d'une rare violence sur la guerre d'Afghanistan, a été primé au palmarès du 26e festival du film indépendant de Sundance.** Le prix du meilleur documentaire est revenu à "Restrepo", de Sebastian Junger et Tim Netherington, qui décrit la vie quotidienne d'une compagnie américaine en Afghanistan.

Le festival de Sundance, organisé par l'institut cinématographique du même nom, présidé par Robert Redford, a pour vocation de présenter des films réalisés en dehors des grands studios hollywoodiens. Il est suivi de près par les salles d'art et d'essai. (*Reuters 31/01*)

- **L'exposition "Afghanistan, les trésors retrouvés" poursuit son périple mondial.** Actuellement à Ottawa au musée des Civilisations, elle sera présentée à Bonn de juin à octobre à l'Ausstellungshalle, puis à Londres au printemps 2011 au British Museum. (*Ceredaf*)

## VIII - SCÈNE INTERNATIONALE, DIPLOMATIE

- Le 30 décembre **la Bulgarie a décidé d'envoyer 30 soldats supplémentaires dans les forces de l'OTAN en Afghanistan** début 2010. (*Mediapool 31/12/09*)

- Le 5 janvier, **le général américain Michael Flynn a observé que les informations obtenues par les services de renseignement n'avaient qu'une utilité limitée pour la coalition.** Le général Flynn recommande de recentrer les services de renseignement sur la population afghane, davantage que sur l'ennemi, afin de permettre aux troupes de mieux connaître la situation sur place.

Selon le rapport, les responsables et experts des services de renseignement "ignorent tout des économies et propriétaires locaux" et ne savent que peu de choses sur les décideurs et comment ils peuvent être influencés. L'ensemble des services de renseignement est "incapable de répondre à des questions fondamentales sur l'environnement dans lequel les forces alliées et américaines agissent et sur les personnes qu'elles doivent convaincre". (*AP 05/01*)

- **Berlin ne compte pas accroître de façon drastique le nombre de soldats allemands envoyés en Afghanistan,** a déclaré le 6 janvier le ministre de la Défense, Karl-Theodor zu Guttenberg. (*AP 06/01*)

- Le 6 janvier, **le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki Moon, a demandé du concret à la communauté internationale.** «*Il faut que la détermination renouvelée de la communauté internationale se transforme en une feuille de route concrète pour plus de sécurité, une meilleure gouvernance et une meilleure économie*», a déclaré Ban Ki-moon.

Le pays s'enlise et la communauté internationale doit changer d'approche si elle ne veut pas une détérioration irréversible de la situation dans le pays, dit en substance ce rapport.

Le rapport de l'ONU appelle à mettre l'accent plus sur l'aspect civil et moins sur le volet militaire de l'aide à l'Afghanistan, tout en soutenant la stratégie de Barack Obama d'envoyer des troupes supplémentaires. Ban Ki-moon y demande non seulement au gouvernement afghan mais aussi à la communauté internationale de «changer de mentalité». Il parle de «gaspillage» des ressources, et du risque «d'échec» pour la communauté internationale si elle continue à «se substituer aux capacités locales au lieu de les renforcer». La stratégie de sécurisation de l'Afghanistan et de transfert des responsabilités au gouvernement afghan proposée par Barack Obama n'est qu'un premier pas, qui doit être suivi d'actions à Londres en janvier et à Kaboul, rappelle le rapport.

Ban Ki-moon propose la création sous l'égide des Nations unies d'une «structure civile spécialisée» codirigée par un ministre afghan et son représentant général en Afghanistan pour mieux coordonner ses actions politique et de développement. Kai Eide a demandé quant à lui des renforts pour la mission d'assistance des Nations unies sur place, la Manua, qui a toutes les peines du

monde à recruter du personnel alors qu'elle compte ouvrir de nouveaux bureaux régionaux en 2010. (*Le Figaro 07/01*)

- **Le représentant de l'ONU en Afghanistan, Kai Eide, a appelé au lancement d'un processus de paix et réconciliation entre le gouvernement de Kaboul et l'insurrection des Tâlebân.** Il s'exprimait devant le Conseil de sécurité des Nations unies. Le haut fonctionnaire norvégien, qui doit quitter ses fonctions en mars, a déclaré qu'un tel processus devait "être lancé et constituer une partie intégrante de l'ordre du jour politique" en Afghanistan. "Il doit être basé sur la Constitution et mis en oeuvre par les Afghans eux-mêmes". "Si l'insurrection accepte de se joindre à un processus de paix, cela améliorera grandement les perspectives de retrait des troupes" étrangères, a encore dit M. Eide. Mais en le faisant, "les insurgés devront se distancier du passé et se tourner vers l'avenir". L'ONU est prête à promouvoir cette réconciliation. (*ATS 07 janvier*)

- Le 6 janvier, au Conseil de sécurité de l'ONU réuni pour discuter de l'Afghanistan, **la Chine a exprimé son soutien au gouvernement et au peuple d'Afghanistan dans leurs efforts pour promouvoir le développement social et économique,** appelant à davantage de soutien et d'assistance à ce pays ravagé par la guerre pour l'aider à se reconstruire. (*CRI 07/01*)

- Le 8 janvier **le secrétaire général de l'OTAN, Anders Fogh Rasmussen, a invité des nations musulmanes à contribuer en soldats pour servir en Afghanistan** afin d'éviter l'aspect d'une guerre de religion et de lutter contre l'extrémisme et la terreur. (*Reuters 08/01*)

- L'opération de la coalition internationale sous mandat de l'ONU est désormais entrée dans sa neuvième année. **La conférence internationale, prévue à Londres le 28 janvier, vise à faire repartir sur de meilleures bases la relation compliquée entre le président, Hâmed Karzaï,** réélu en novembre 2009 pour cinq ans, **et les gouvernements occidentaux** qui cherchent à stabiliser son pays face à l'extension de l'insurrection tâleb.

Depuis 2001, les conférences internationales sur l'Afghanistan se succèdent à un rythme soutenu - en moyenne une par an. Celle de Londres à la particularité d'intervenir au moment où l'arrivée progressive de 30 000 soldats américains supplémentaires devrait, d'ici à l'été (en ajoutant les contributions nouvelles d'autres pays : 10 000 soldats, dont 7 000 de l'OTAN), porter la force internationale au-delà des 130 000 hommes.

La France et l'Allemagne réservent leur réponse. Les Etats-Unis demandent 1 500 soldats de plus à Paris, qui a déployé à ce jour 3 750 hommes sur l'ensemble du théâtre des opérations. Le président Nicolas Sarkozy serait, selon nos sources, tenté de "couper la poire en deux" en envoyant 600 ou 700 hommes de plus.

L'idée est de renforcer la présence de gendarmes français (aujourd'hui 150) chargés de former des policiers afghans, d'envoyer d'autres instructeurs et aussi de dépêcher environ 200 soldats de plus pour les opérations de combat. Ce renfort est souhaité par la hiérarchie militaire française.

Selon l'ONU, sur les 2 021 civils tués au cours des dix premiers mois de l'année 2009, près de 1 400 ont péri dans des attaques des Tâlebân et 465 dans des actions de la coalition.

L'année 2009 a été la plus meurtrière pour la coalition. La qualité des renseignements dont l'OTAN dispose sur le terrain vient d'être fustigée par un de ses responsables à Kaboul, le général Michael Flynn. Le ministre français des affaires étrangères, Bernard Kouchner, assure pour sa part que le "grand atout" des troupes françaises est de "savoir parler aux paysans" afghans, qui "nous font confiance". Paris considère que la tenue d'une autre conférence internationale, au printemps, à Kaboul cette fois, permettrait de mieux souligner la volonté de transfert de responsabilités aux Afghans. (*Le Monde 09/01*)

- **Le diplomate suédois Staffan de Mistura devrait devenir le nouveau chef de l'ONU à Kaboul.** Il succèdera au Norvégien Kai Eide, dont le mandat n'a pas été renouvelé, en raison de son attitude controversée lors des fraudes électorales. Cette nomination doit encore être confirmée par le secrétaire général Ban Ki-moon. Son successeur devait être désigné lors de la conférence sur l'Afghanistan prévue le 28 janvier à Londres. En annonçant le choix de Staffan de Mistura, il montre que Washington veut un chef de l'ONU docile à Kaboul. (RFI 09/01)

- Au bas mot, **un soldat canadien de l'ISAF revient, hors solde, hors acheminement initial, à près de 354 000 euros.** C'est ce que révèle un envoyé spécial du *CanWest News Service*. Les montants relatifs au GI en Afghanistan seraient comparables, selon le Pentagone. En multipliant cette somme par l'effectif du contingent français sur place (hors ex-républiques soviétiques ou océan Indien), soit plus de 3 000, la somme dépasserait annuellement le milliard d'euros.

Vue partielle puisqu'elle n'inclut pas le ravitaillement depuis le Canada, les prestations d'entreprises partenaires (la France utilise aussi du personnel afghan et des entreprises françaises ou étrangères pour la maintenance et l'ordinaire des troupes), le coût des opérations en hélicoptères canadiens ou loués (la France va en fournir à ses troupes), les investissements en bâtiments, bases, et diverses infrastructures. Partielle aussi puisque les rémunérations des entreprises ou supplétifs afghans qui effectuent des travaux de « pacification » (construction de routes, d'écoles, dispensaires...) ne sont pas incluses dans l'estimation canadienne (C4N 10/01)

- Le président américain **Barack Obama va demander au Congrès de lui accorder une rallonge de 33 milliards de dollars à consacrer à l'effort de guerre en Afghanistan.** (AP 13/01)

- **La Russie tient absolument à ce que l'OTAN reste en Afghanistan.** Elle veut la poursuite du combat contre les extrémistes islamiques, un combat qu'elle estime avoir conduit et mené à bien de 1979 à 1989. Elle aurait alors lutté contre les "pères des militants Tâlebân d'aujourd'hui". C'est ce que nous assure un texte fascinant, publié mardi 12 janvier par l'*International Herald Tribune*, intitulé "Conseils russes sur l'Afghanistan". L'opus est cosigné par le représentant de la Russie auprès de l'OTAN, Dmitri Rogozine, et le dernier commandant des troupes soviétiques en Afghanistan, le général Boris Gromov.

Et quels conseils ! "Si l'Alliance n'accomplit pas sa tâche, écrivent-ils, (elle) perdra sa base morale et sa raison d'être." Un "retrait sans victoire pourrait provoquer un effondrement des structures de sécurité occidentales". On ne savait pas la Russie à ce point angoissée à l'idée d'un affaiblissement de l'OTAN. C'est un scoop. Surtout si l'on se souvient que la dernière version de la doctrine de sécurité nationale russe désigne l'OTAN comme une sourde menace visant à l'encercler. Nos auteurs prennent soin de préciser qu'un tel "effondrement" ne serait pas aussi "troublant" pour la Russie que les conséquences régionales d'un échec en Afghanistan : la "déstabilisation des Républiques d'Asie centrale", avec des "flots de réfugiés". En Afghanistan, l'OTAN répond aux intérêts nationaux bien compris de la Russie. A tel point que MM. Rogozine et Gromov dénoncent une "humeur de capitulation au sein de l'OTAN".

La Russie n'a pas contribué par l'envoi de troupes à l'opération internationale lancée en 2001 sous l'égide de l'ONU. Elle aide pour le transit des équipements. L'Afghanistan, "nous y avons déjà été, et nous n'avons pas aimé", commentent nos auteurs, en référence à la guerre de 1979-1989. Et de se lancer dans une formidable réécriture de l'Histoire : "Nous étions les premiers à défendre la civilisation occidentale contre les attaques des musulmans fanatiques. Personne ne nous a remerciés." Surtout pas les civils afghans ! Un million d'entre eux ont péri de 1979 à 1989, sur une population d'environ 20 millions d'habitants.

L'URSS a envahi unilatéralement l'Afghanistan et l'a dévasté. C'était un acte d'agression pure, pour étendre la sphère d'influence de Moscou. La guerre soviétique, par sa cruauté inouïe contre les civils, a poussé 5 millions d'Afghans à fuir vers l'étranger. Loin de le combattre, elle a nourri l'islamisme radical, semant les germes de nouvelles violences. L'URSS, selon nos auteurs, aurait évité d'employer la force aérienne contre des civils. Quel beau mensonge ! En réalité, c'étaient des tapis incessants de bombes sur les villages, à l'aveuglette.

MM. Rogozine et Gromov nous font une annonce tonitruante : "en cas de fiasco de l'OTAN", la Russie "et ses alliés en Asie centrale" seraient prêts à déployer en Afghanistan une "force de réaction rapide". On reste songeur. (Le Monde 14/01)

- Le 15 janvier, **la mission navale japonaise de soutien logistique à la coalition internationale en Afghanistan se termine.** Elle avait été lancée en 2001. Cette mission dans l'Océan Indien permettait de ravitailler en fioul et en eau les navires alliés participant aux opérations militaires en Afghanistan. Tokyo a toutefois dévoilé en novembre un plan d'aide de 5 milliards de dollars sur cinq ans pour aider à reconstruire l'Afghanistan ravagé par les guerres, afin de compenser le retrait de sa flotte. (ATS 15/01)

- **Richard Holbrooke, représentant spécial des Etats-Unis en Afghanistan et au Pakistan, a salué un plan de réintégration de combattants tâlebân du gouvernement afghan** et il a dit que son pays était prêt à soutenir ce programme.

Holbrooke a estimé que de nombreux Tâlebân retourneraient à la vie civile s'ils en avaient la possibilité. "C'est un exercice d'équilibre", a expliqué sous le sceau de l'anonymat un responsable américain à Kaboul. "Nous ne voulons pas nous aliéner des gens ou des communautés qui n'ont pas pris les armes contre le gouvernement." (Reuters 16/01)

- Le 19 janvier, **Manmohan Singh, le premier ministre indien, a proposé à Robert Gates, le secrétaire américain à la Défense, d'augmenter le montant de l'aide versée par son pays à l'Afghanistan.** New Delhi est d'ores et déjà l'un des plus gros donateurs pour l'Afghanistan. (JDD 19/01)

- **Les Etats-Unis et leurs partenaires de l'OTAN envisagent de nommer un haut représentant civil à Kaboul,** pour assurer que la reconstruction se concentre sur les priorités. La décision devrait être annoncée lors de la conférence internationale sur l'Afghanistan le 28 janvier à Londres. Selon des sources internationales, le haut représentant civil de l'OTAN distribuerait directement les fonds et l'aide aux provinces et s'assurerait qu'ils ne sont pas détournés par des responsables corrompus. Il pourrait s'agir d'un poste de niveau comparable à celui du commandant des forces de l'OTAN, le général Stanley McChrystal. (AP 21/01)

- **L'ambassadeur des États-Unis en Afghanistan et des autorités afghanes ne sont pas très favorables à l'initiative, potentiellement risquée, de confier à des milices locales de défendre leurs villages contre des insurgés.** (Washington Post 21/01)

- Le 21 janvier, **la Roumanie a décidé d'envoyer 600 militaires supplémentaires en Afghanistan cette année.** Ce renfort s'ajoute à l'envoi d'une centaine de militaires supplémentaires déjà décidé en juin pour 2010. Le nombre de militaires roumains devait ainsi approcher 1.800 personnes. (AFP 21/01)

#### L'augmentation de troupes étrangères pourrait-elle aggraver la vulnérabilité ?

Des milliers de nouveaux soldats étrangers arrivent en Afghanistan cette année, mais certaines organisations humanitaires expriment leurs craintes que cela puisse provoquer une intensification du conflit, avec des conséquences humanitaires catastrophiques.

Le bilan des morts parmi les civils est de plus en plus lourd, et l'espace hu-

manitaire dans le pays ayant été réduit par l'insécurité, ainsi que par des attaques et des stratégies d'intimidation visant les organisations humanitaires, de nombreuses communautés vulnérables ont un accès réduit, voire inexistant, aux services essentiels.

#### Vulnérabilité

« Si l'augmentation du nombre de soldats implique que l'accès aux zones de conflit diminue encore davantage, cela exacerbera la vulnérabilité », a dit Sheilagh Henry, responsable de la coordination sur le terrain au Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA).

« Si le conflit armé s'intensifiait encore en 2010 », a averti Charlotte Esther Olsen, directrice pays du Norwegian Refugee Council (NRC), « le NRC, comme la communauté humanitaire en Afghanistan, craint que l'on n'assiste à des niveaux élevés de déplacements internes ou de fuite vers les pays voisins ».

Les organisations craignent aussi d'être elles-mêmes de plus en plus la cible d'attaques, les insurgés cherchant à créer une impression générale d'insécurité, et rendant ainsi le travail humanitaire plus risqué et plus difficile. L'augmentation du nombre de soldats pourrait en outre renforcer l'implication des militaires dans les projets civils, humanitaires et d'aide, brouillant encore davantage les frontières entre les civils et les militaires.

#### Des objectifs civils « tout aussi importants »

Dans sa dernière déclaration au Conseil de sécurité des Nations Unies, le 6 janvier dernier, Kai Eide, en tant que Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies en Afghanistan, a averti : « Le renforcement de la présence des militaires ne doit pas miner les objectifs civils, qui sont tout aussi importants ».

M. Eide a suggéré que des objectifs civils clés – le renforcement des institutions gouvernementales afghanes, l'amélioration de l'efficacité de l'aide et de la coordination entre les donateurs – viennent compléter la mobilisation militaire.

« Le développement des institutions et l'amélioration de la coordination sont des objectifs à long terme », a dit Ajmal Samadi, directeur de l'Afghanistan Rights Monitor (ARM), un organisme de surveillance des droits humains basé à Kaboul. « Le pays a besoin d'urgence d'un plan de réponse aux conséquences humanitaires immédiates de l'intensification du conflit anticipée pour 2010 ».

Les principes humanitaires traditionnels insistent sur l'importance de l'indépendance et de l'impartialité de l'aide, qui doit être au service des victimes et non d'un agenda politique quelconque. En Afghanistan, il s'est avéré difficile de respecter cette règle.

#### Plan d'action humanitaire

OCHA a dit avoir lancé un Plan d'action humanitaire de 860 millions de dollars pour 2010, qui place les populations vulnérables en Afghanistan au centre de ses préoccupations. En outre, l'organisation souhaite créer un « Fonds de réponse d'urgence » qui permettrait aux organisations d'avoir accès à une réserve de fonds prêts à être débloqués en cas d'urgence, y compris dans les situations d'urgence liées à un conflit.

« Le gouvernement, en tant qu'organisme assumant la responsabilité ultime de la sécurité de la population de l'Afghanistan, doit réfléchir à des plans de contingence pour les déplacements de populations », a dit M. Henry, d'OCHA.

« Le moyen le plus efficace pour éviter les souffrances inutiles lors d'un conflit est le respect strict du droit humanitaire international », a dit Reto Stocker, du CICR.

« Nous espérons que la priorité numéro un des opérations militaires sera la sécurité et la protection des civils », a dit à IRIN Aleem Siddique, porte-parole de la Mission d'assistance des Nations unies en Afghanistan (MANUA).

« Les acteurs militaires doivent respecter les principes directeurs civilo-militaires élaborés par le Groupe de travail national afghan civilo-militaire en 2007 afin d'améliorer la sécurité des ONG », a dit Charlotte Olsen, du NRC. (IRIN 21/01)

- **Les Etats-Unis maintiendront une présence civile en Afghanistan et au Pakistan sur une longue période**, même après le retrait des troupes militaires de la région, indique un rapport du département d'Etat

"Reconnaissant que nous ne pouvons abandonner l'Afghanistan comme nous l'avons fait en 1989 après le retrait soviétique, notre effort civil doit être maintenu au-delà de notre mission de combat de sorte que l'Afghanistan ne devienne pas un Etat failli et un refuge pour al Qaïda" dit le rapport. "Alignée sur nos objectifs de sécurité nationale, l'assistance civile contribuera à établir des compétences afghanes dans des domaines clefs et aussi à rassurer les Afghans quant à notre engagement à long terme", poursuit le rapport intitulé "Stratégie de stabilisation régionale en Afghanistan et au Pakistan".

Le rapport du département d'Etat américain précise qu'une augmentation importante du nombre d'experts civils est prévue pour contribuer à la reconstruction du secteur agricole de l'Afghanistan, au renforcement du régime et aux efforts de réintégration des combattants talebân qui renoncent à Al-Qaïda. Le rapport n'avance aucun chiffre précis mais il dit que l'augmentation du nombre d'experts civils sera supérieure au récent triplement des civils américains en Afghanistan, qui sont passés de 320 il y a un an à un millier. Les experts proviendront de différents départements et agences américaines et notamment des départements d'Etat, de l'Agriculture, du Trésor, de la Sécurité intérieure et de la Justice, ainsi que de l'agence de lutte anti-drogue et du FBI. (Reuters 22/01)

- Le 22 janvier, **la Finlande a annoncé qu'elle enverra 50 hommes supplémentaires cette année en Afghanistan et augmentera sa participation à la mission de police de l'Union européenne** dans ce pays. Helsinki dispose déjà de 140 hommes servant dans la force de maintien de la paix à Kaboul et dans le nord de l'Afghanistan. (AP 22/01)

- **Présentée comme un temps fort de la diplomatie internationale, la conférence de Londres sur l'Afghanistan, le 28 janvier**, devrait s'inscrire dans un processus de "transition", comme l'indique un document britannique confidentiel transmis à l'Elysée. Il vise à précipiter le transfert aux autorités du pays des clés du pouvoir, militaire et civil, détenues par l'OTAN.

Outre le président Haâmed Karzaï, le premier ministre britannique, Gordon Brown, et le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, les ministres des affaires étrangères d'une cinquantaine de pays, dont l'Iran, devraient être présents à Londres. Beaucoup d'entre eux étaient déjà, le 12 janvier, à Abou Dhabi pour une réunion consacrée à l'Afghanistan. Les Emirats arabes unis et le Qatar ont indiqué à cette occasion qu'ils accentueraient leur soutien financier. Seule fausse note, le représentant de l'Arabie saoudite s'est déclaré solidaire des Talebân et a dénoncé les pertes civiles causées par les opérations de l'OTAN.

Cette "transition" est le complément civil aux mesures déjà prises sur place par les Américains.

La "transition" demande aussi de l'argent. A Londres, la France devrait, selon un conseiller de l'Elysée, verser entre 20 et 50 millions d'euros. Le Fonds monétaire international (FMI) prévoit d'accorder de nouvelles aides et la Russie d'annuler des dettes restantes. Enfin, le régime de M. Karzaï devrait être appelé à lutter contre la corruption et à mieux coordonner les programmes de développement.

Les modalités de cette "transition" ne font pas l'unanimité. Sur la question de la réconciliation avec les Talebân, les avis divergent. Le président Karzaï a assuré, le 22 janvier, que ce plan était au coeur de sa stratégie pour stabiliser son pays. "Nous attendons de la conférence de Londres, nous a confié l'un de ses conseillers, qu'elle nous donne les moyens de financer un programme qui assure un avenir aux insurgés, afghans comme nous."

L'entourage du président afghan espère obtenir pour ce programme de "réinsertion" des Talebân "entre 500 millions et un milliard de dollars". Les Britanniques qui sont à l'origine, avec les Japonais, de la création d'un fonds pour financer ce projet ont suggéré qu'il soit géré avec la Banque mondiale. Les Américains, qui n'ont pas caché leur inquiétude de voir les Talebân liés à Al-Qaïda s'acheter une impunité, ne verseront "pas plus de 20 millions de dollars", selon un diplomate français à Kaboul. M. Karzaï pourrait n'obtenir, au total, qu'entre 100 et 200 millions de dollars pour tenter d'acheter la paix.

Enfin, pour engager "à l'afghane" la transition, le président Karzaï, selon un de ses conseillers, convoquera une grande Djirga ("conseil") des chefs tribaux, puis une seconde avec, notamment, des chefs de clans pachtounes issus des zones tribales pakistanaises. (Le Monde 23/01)

- **Le Japon et le Royaume-Uni ont prévu, en accord avec l'Afghanistan, un fonds de 500 millions de dollars, sur cinq ans, pour la réintégration des Tâlebân.** Ce fonds servira à la formation d'anciens militants tâlebân pendant la période de transition vers la vie civile. Le Japon s'engagerait pour 20 à 25% de ce fonds. Les deux nations prévoient de faire appel aux Etats-Unis, aux nations européennes et aux pays producteurs de pétrole du Moyen-Orient lors de la réunion Londres. (*The Yomiuri Shim-bun 24/01*)

- Le 25 janvier, **les présidents afghan Hâmed Karzaï et pakistanais Asif Ali Zardari retrouvent à Istanbul leur homologue turc Abdullah Gül pour évoquer la coopération dans le domaine de la sécurité,** une rencontre suivie le lendemain d'un sommet des pays voisins de l'Afghanistan.

Le 24 janvier au soir à Istanbul, M. Karzaï et le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan se sont mis d'accord sur l'organisation par la Turquie de sessions trimestrielles de formation de policiers et de soldats afghans et ont exprimé la volonté de coopérer d'avantage contre le terrorisme. Les deux hommes sont également convenus de l'ouverture par la Turquie de 68 écoles en Afghanistan.

La Turquie, traditionnellement proche de Kaboul et d'Islamabad et membre musulman de l'OTAN, cherche à se poser en médiatrice entre les deux voisins, aux relations conflictuelles jusqu'à une date récente.

La question d'éventuelles négociations avec les Tâlebân dominera la réunion entre les présidents afghan et pakistanais Hâmed Karzaï et Asif Ali Zardari

Le 26 janvier, les trois présidents seront rejoints par les représentants des voisins de l'Afghanistan pour évoquer l'aide que chacun d'eux peut apporter à la sécurité, la stabilité et la prospérité de ce pays ravagé par la guerre, selon le responsable turc. Doivent notamment participer au sommet le ministre chinois des Affaires étrangères, Yang Jiechi, et, en qualité d'observateur, le chef de la diplomatie britannique David Milliband. Les responsables britanniques veulent persuader les acteurs régionaux de travailler ensemble pour contribuer à stabiliser l'Afghanistan. (*AFP/Reuters 25/01*)

- **Le commandant des forces de l'OTAN en Afghanistan espère que l'augmentation des troupes qu'il a obtenue aboutira à une paix négociée avec les Tâlebân,** affirme-t-il dans une interview publiée le 25 janvier par le *Financial Times*. Le général Stanley McChrystal ajoute qu'il espère également un "renouvellement de l'engagement" des alliés dans le conflit avant qu'une conférence sur le sujet ne s'ouvre à Londres. Interrogé sur la possibilité de voir des talibans accéder au gouvernement il répond: "*Je pense que tout Afghan peut jouer un rôle s'il se focalise sur l'avenir et pas sur le passé*". (*AFP 25/01*)

- **Les nouveaux efforts du gouvernement afghan en faveur d'une réconciliation avec les Tâlebân non liés à Al Qaïda jouissent du soutien des alliés américain et européens, affirme le président Hâmed Karzaï à Istanbul.**

Prié quant à lui de dire si le Pakistan tentait de persuader les talibans réfugiés sur son territoire, le président pakistanais Zardari a répondu: "*Il faut parler de paix. S'il y a des gens réconciliables, la démocratie doit toujours leur ouvrir les bras*."

Par ailleurs, dans une interview au *Financial Times*, le général Stanley McChrystal estime qu'il y a eu "suffisamment de combats" et il juge possible qu'à terme, les Tâlebân soient associés au gouvernement du pays. "*Ce n'est pas mon boulot de tendre le rameau d'olivier, mais c'est mon travail de contribuer à instaurer des conditions dans lesquelles les personnes en place puissent disposer d'options pour aller de l'avant*", dit-il. (*Reuters 25/01*)

- Le 25 janvier, **le président Hâmed Karzaï a affirmé à Istanbul son intention de demander à la conférence de Londres le retrait**

**de certains Tâlebân de la liste de sanctions de l'ONU,** alors qu'une paix négociée avec les Tâlebân en Afghanistan est de plus en plus évoquée.

L'ONU a créé en 1999 un "Comité des sanctions contre Al-Qaïda et les Tâlebân" chargé d'établir une liste de personnes et entités associées à Al-Qaïda, à Oussama ben Laden ou aux Tâlebân susceptibles de voir leurs avoirs gelés et de faire l'objet d'interdictions de voyager.

"*Ceux d'entre les Tâlebân, qui ne sont pas membres d'Al-Qaïda ou d'un autre réseau terroriste, sont les bienvenus s'ils veulent rentrer dans leur pays, déposer les armes et reprendre une vie (normale) dans le respect de la Constitution afghane*", le président a affirmé.

"*Nous avons l'approbation de nos amis et voisins et j'espère que nous allons aussi recevoir leur soutien financier*", a-t-il ajouté, faisant allusion aux enjeux financiers de la conférence de Londres.

Les déclarations de M. Karzaï surviennent alors que le commandant des forces de l'OTAN en Afghanistan vient d'affirmer qu'une "solution politique" impliquant les Tâlebân est "inévitable" dans le conflit afghan. (*AFP 25/01*)

- Le 26 janvier, la chancelière allemande **Angela Merkel a expliqué que l'Allemagne enverra 850 soldats supplémentaires en Afghanistan.** "*Nous enverrons des bataillons pour entraîner et protéger, afin que le nécessaire entraînement des soldats afghans puisse être achevé en 2011,*" a déclaré la chancelière. Le ministre des Affaires étrangères Guido Westerwelle a ensuite précisé que Berlin commencerait à retirer des hommes à partir de ce moment.

Le président Hâmed Karzaï est attendu à Berlin le 26 janvier au soir, où il doit rencontrer Angela Merkel. (*AP 26/01*)

- **L'évocation d'un début de désengagement étranger d'Afghanistan à partir de la mi-2010 vise plus à encourager Kaboul à accélérer la mise sur pied de forces de sécurité crédibles et à rechercher un règlement politique qu'à préparer le pays au fait accompli d'un retrait militaire.**

Si elle est respectée, cette échéance, mentionnée dans le projet de communiqué final de la conférence sur l'Afghanistan qui se tient jeudi à Londres, permettra surtout aux responsables politiques occidentaux d'invoquer des progrès concrets après plus de huit ans de guerre vécus par leurs opinions publiques comme un enlèvement.

Le transfert du maintien de l'ordre commencerait vraisemblablement par les provinces du Nord, où la guérilla est moins active, car les forces de sécurité afghanes, longtemps négligées, ne seraient en mesure de faire face à la pression insurrectionnelle dans le Sud ou l'Est.

Personne ne s'attend à ce que les forces afghanes soient en mesure de faire face du jour au lendemain à la guérilla dans les bastions des talibans comme les provinces de Kandahâr et de l'Helmand.

Selon le ministère afghan de la Défense, l'"afghanisation" pourrait prendre cinq ans, à condition que le pays obtienne des avions et les armements promis par ses partenaires étrangers. (*Reuters 26/01*)

- Le 26 janvier, **un responsable de l'alliance atlantique à Bruxelles a déclaré que l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Kaboul, Mark Sedwill, va être nommé représentant civil de l'OTAN en Afghanistan,** chargé de la coordination des affaires civilo-militaires. (*JDD 26/01*)

- **Le président Barack Obama programme demander au Congrès 14.2 milliards de dollars supplémentaires pour former l'armée de l'Afghanistan et la police** au cours des deux années à venir, soit plus du double que la somme allouée cette année. (*Reuters 26/01*)



- **Un ancien officiers de l'ISI** (services de renseignements pakistanais) a la retraite, Sultan Tarar, connu sous le nom de colonel Imam, a déclaré que les Etats-Unis devraient parler au Chef des Tâlebân afghans, Mollah Omar, s'ils veulent résoudre le conflit en Afghanistan. « Mais si on essaye de diviser les Tâlebân, cela échouera. » (Dawn 26/01)

- **L'ambassadeur américain Karl Eikenberry aurait désavoué le président afghan dans une communication avec l'administration de Barack Obama** en novembre dernier, rapporte le *New York Times* dans son édition du 26 janvier. « Le président Karzaï n'est pas un partenaire stratégique adéquat », aurait écrit M. Eikenberry à l'intention de la Maison-Blanche. « M. Karzaï continue de refuser d'assumer ses responsabilités, que ce soit en matière de défense, de gouvernance ou de développement », aurait souligné l'ambassadeur dans sa missive.

« Si le partenariat signifie se soumettre à la volonté américaine, alors cela, bien sûr, ne peut pas être le cas », a répondu M. Karzaï à sa sortie d'un mini sommet sur l'Afghanistan organisé le 26 janvier à Istanbul en Turquie. « Mais si le partenariat signifie une coopération entre deux pays souverains, l'un bien sûr très pauvre et l'autre très riche (...) alors nous sommes partenaires », a ajouté le président afghan. (Radio Canada 26/01)

- Le 26 janvier, le **Conseil de sécurité de l'ONU a annoncé avoir retiré 5 Tâlebân de sa liste des personnes faisant l'objet de sanctions pour leurs liens passés avec Al-Qaïda**. La liste des personnes sanctionnées comprenait quelque 500 noms, dont ceux de 142 Tâlebân.

Les 5 hommes sont l'ancien ministre des Affaires étrangères du régime tâleb Abdul Wakil Mutawakil, l'ancien ministre adjoint du Commerce Fazl Mohammad, l'ex-ministre adjoint des Affaires frontalières Abdul Hakim, l'ex-ministre adjoint de la Planification Mohammad Musa et un ancien membre du service de presse du ministère des Affaires étrangères, Shams Us-Safa. Un diplomate occidental, parlant sous couvert de l'anonymat, a indiqué à l'AFP que les cinq hommes sont désormais considérés comme "des Tâlebân modérés" avec qui M. Karzaï pourrait ouvrir un dialogue. Selon le communiqué, Abdul Hakim a quitté le mouvement tâleb et est gouverneur de la province d'Orouzgân depuis mai 2007. De son côté, Mohammad Musa siège depuis la même date au parlement afghan où il représente la province du Wardak.

La liste des personnes ou entités sanctionnées est consultable sur internet (<http://www.un.org/sc/committees/1267/index.shtml>). (AFP 27/01)

- **L'Iran, limitrophe de l'Afghanistan à l'ouest, a décidé de boycotter la conférence de Londres**, « parce que l'approche de cette réunion va vers un accroissement de l'action militaire en Afghanistan (...) et parce qu'elle ne prend pas en considération la capacité de la région à résoudre les problèmes ». (Reuters 27/01) (Reuters 28/01)

- **Une soixantaine de délégations seront réunies à Londres le 28 janvier pour réfléchir au développement économique de l'Afghanistan et aux moyens à mettre en oeuvre pour inciter les Tâlebân à déposer les armes**. (Reuters 27/01)

- Le 27 janvier, le **ministre allemand des Affaires étrangères, Guido Westerwelle a assuré que la nouvelle stratégie allemande sur l'Afghanistan présentée la veille avait été "très bien accueillie" par son homologue américaine Hillary Clinton**. Berlin veut également doubler son aide à la reconstruction pour la porter à 430 millions d'euros. (AFP 27/01)

### Les points clés de la conférence de Londres

#### 1- Parler aux Tâlebân

Il sera question de la réintégration des Tâlebân qui ont renoncé à la violence, de leur lien avec Al-Qaïda et de leur acceptation de la Constitution afghane. La création d'un fonds d'aide à la réintégration devrait être annoncée lors de la

conférence. Il serait doté de 500 millions de dollars sur 5 ans et les principaux donateurs devraient être les États-Unis, la Grande-Bretagne et le Japon. Ces deux derniers pays sont également pressentis pour présider ce fonds. L'Allemagne a déjà fait savoir qu'elle apporterait 50 millions d'euros.

#### 2- Nouvelles nominations, nouveaux postes

Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, doit annoncer pendant la conférence la nomination d'un nouvel envoyé spécial pour l'Afghanistan. Le Norvégien Kai Eide, qui occupe actuellement le poste, est censé quitter le pays en mars. Parmi les candidats, le diplomate suédois Stephen de Mistura semble être le favori selon la presse.

En parallèle du commandement militaire de l'OTAN, un poste de commandement civil a été créé. Mark Sedwill, l'ambassadeur britannique en Afghanistan, va en prendre les rênes et deviendra, ainsi, le pendant civil du général américain Stanley McChrystal. Son rôle sera de développer et coordonner l'aide à la population afghane.

#### 3- De nouvelles troupes

Quels États membres de l'OTAN vont déployer de nouvelles troupes en Afghanistan ? Et combien de soldats viendront s'ajouter aux 30 000 militaires américains supplémentaires promis en décembre par le président Obama ?

#### 4 - De l'argent, mais pour quoi faire ?

Selon les estimations du gouvernement afghan, 1,7 milliard de dollars ont déjà été dépensés par les ONG pour l'aide dans le pays, et le gouvernement américain devrait verser plus d'1 milliard de dollars supplémentaires en 2010.

#### 5 - Rencontres au sommet

Les rencontres entre frères ennemis devraient assurer le spectacle dans les coulisses et être suivi de près.

L'Inde et le Pakistan, frères ennemis par excellence, ont tout deux envoyé un représentant.

#### 6 - Le mot à suivre : "Afghanisation"

Lors de sa nomination au poste de commandement civil de l'OTAN en Afghanistan, Mark Sedwill a été le premier à parler d'"Afghanisation". Objectif affiché : transférer, à terme, les pleins pouvoirs aux autorités afghanes. Selon certains, le mot cache un but beaucoup moins noble, à savoir se retirer militairement au plus vite du pays alors même que l'État n'est pas encore en mesure d'assumer toutes ses responsabilités. (France24 27/01)

- Le 27 janvier, le **gouvernement slovaque a annoncé qu'il avait décidé d'envoyer 57 soldats supplémentaires en Afghanistan** (notamment dans la protection de la base aérienne à Kandahâr), en renfort de son contingent actuel de 242 militaires. Le gouvernement a aussi approuvé un nouveau mandat qui doit permettre aux militaires slovaques de mener des opérations hors des provinces de Kandahâr et d'Orouzgân. (AFP 27/01)

- **Les chefs militaires de l'OTAN, de la Russie et du Pakistan ont unanimement appuyé la nouvelle stratégie mise en oeuvre en Afghanistan**.

Le 27 janvier, la stratégie du général américain Stanley McChrystal qui commande l'SAF, "a été appuyée avec enthousiasme et sans aucune équivoque par les 44 pays présents dont les 28 de l'OTAN", a déclaré l'amiral Giampaolo Di Paola à l'issue de la session qu'il présidait.

Le président du Comité militaire a noté que les propos du Pakistanais rejoignaient ceux tenus par le chef d'état-major russe la veille. Le général Nikolai Makarov, lors de la réunion le 26 janvier d'un Conseil Otan-Russie avec ses homologues de l'alliance militaire occidentale, a également souligné la nécessité aux yeux de son pays d'un "Afghanistan stable et paisible", a-t-il dit.

En ce qui concerne la contribution russe à l'effort international en Afghanistan, les 29 chefs d'état-major sont convenus de se retrouver en mai pour faire le point, a indiqué l'amiral Di Paola. L'OTAN souhaiterait notamment que Moscou remette en état de marche et modernise des hélicoptères de l'époque soviétique pour pouvoir les mettre à la disposition de l'armée afghane. L'une des questions à trancher est celle du financement d'une telle opération, selon une source russe. (AFP 27/01)

- Le 27 janvier, **l'OTAN a déclaré qu'elle avait signé un accord avec le Kazakhstan pour le passage des approvisionnements en Afghanistan**. (Reuters 27/01)

- Le 27 janvier, **l'ambassadeur des Etats-Unis auprès de l'OTAN Ivo Daalder a appelé les Pays-Bas à maintenir leurs troupes dans le sud de l'Afghanistan**, en insistant sur le carac-

rière décisif de l'année 2010 pour les troupes de la coalition internationale.

1.950 soldats néerlandais sont déployés dans la province d'Orouzgan. Mais leur mission est censée prendre fin en 2010, le contingent néerlandais devant commencer à plier bagages en août. Les Pays-Bas ne veulent plus à cette date commander le secteur dont ils ont pris la responsabilité ces dernières années. L'ambassadeur américain a en outre souligné qu'aucun autre pays ne serait en mesure de faire aussi bien que les Pays-Bas qui ont établi des liens avec les populations locales, dans une province où la culture du pavot est assez importante. (AFP 27/01)

- **Le prochain représentant des Nations unies en Afghanistan sera le diplomate suédois Staffan de Mistura.** Ce diplomate de carrière de l'ONU, est actuellement directeur-adjoint du Programme alimentaire mondial (PAM). Il a été jusqu'en juillet dernier le représentant spécial de l'ONU en Irak. (AFP 27/01)

- **La Belgique dispose désormais d'un envoyé spécial chargé de l'Afghanistan et du Pakistan** pour participer aux discussions diplomatiques sur cette région d'Asie, en la personne d'un diplomate de haut rang, Jean-Arthur Regibeau. (Belga 28/01)

- **Des observateurs étrangers seront invités à participer à une mission d'évaluation chargée de lutter contre la corruption en Afghanistan,** prévoit la conférence de Londres sur l'Afghanistan.. (AFP 28/01)

- **Le plan de l'OTAN pour un transfert aux forces afghanes de l'effort militaire en Afghanistan "n'est pas une stratégie de sortie", a souligné** le 28 janvier la secrétaire d'Etat américaine **Hillary Clinton** devant la conférence de Londres. "Il s'agit d'établir les conditions qui permettront aux forces afghanes de prendre la direction en toute sécurité dans une zone donnée", a-t-elle expliqué. "Et nous continuerons à soutenir nos partenaires afghans pendant la transition". Le plan de l'OTAN, a insisté Mme Clinton, prévoit un transfert "conditionné à la situation province par province, et fondé sur des critères rigoureux de sécurité et de gouvernance". (AFP 28/01)

- Le 28 janvier, la secrétaire d'Etat américaine, **Hillary Clinton, a lancé à Londres un plan américain pour l'émancipation des femmes afghanes, un "trésor de talent inexploité" pour ce pays.** Le "Plan d'action pour les femmes" comprend des initiatives pour la sécurité et pour l'accès des femmes à des fonctions dirigeantes dans les secteurs public et privé, notamment l'accès aux organismes judiciaires, éducatifs et de santé. Il veut aussi favoriser "les opportunités économiques, en particulier dans le secteur agricole", a déclaré Clinton dans une intervention devant la conférence internationale sur l'Afghanistan.

Le gouvernement afghan a promis une loi contre les violences faites aux femmes et reconnu dans divers documents l'importance des femmes mais, selon Clinton, "il reste beaucoup à faire". (AFP 28/01)

- Le chef de la mission de l'ONU en Afghanistan **Kai Eide a rencontré des membres actifs des Tâlebân à Dubaï courant janvier** en vue de pourparlers de paix. "Les Tâlebân ont fait une offre à l'envoyé spécial pour parler de pourparlers de paix", a indiqué le responsable qui s'exprimait sous couvert de l'anonymat, joint en marge de la conférence de Londres sur l'Afghanistan. "Cette information a été transmise au gouvernement afghan et l'ONU espère que le gouvernement afghan va profiter de cette opportunité", a-t-il poursuivi.

"C'était une approche faite par les Tâlebân aux Nations unies sur la possibilité de commencer des pourparlers de paix avec le gouvernement afghan", a-t-il indiqué, sans préciser quels membres des Tâlebân avaient participé à cette rencontre. (AFP 28/01)

- Le 28 janvier, **les dirigeants de la communauté internationale se sont entendus à Londres sur un calendrier concernant le**

**transfert de la sécurité aux forces locales dans les provinces les plus stables à partir de fin 2010 ou début 2011.**

Dans leur déclaration finale, ils se sont également engagés à octroyer des fonds en faveur d'un plan destiné à convaincre les combattants Tâlebân de renoncer à la violence, sans fournir de chiffres précis.

Le texte souligne que le transfert des responsabilités en matière de sécurité aux forces afghanes dans les provinces les plus calmes du pays commencerait "fin 2010/début 2011", l'armée afghane devant "conduire la majorité des opérations dans les zones" dangereuses "dans un délai de trois ans".

La conférence à laquelle ont assisté des représentants de quelque 70 pays était organisée pour permettre aux puissances internationales de réfléchir à une sortie après plus de huit ans d'une guerre marquée par une hausse des pertes dans les rangs des forces américaines et de l'OTAN et une chute du soutien public.

Les participants ont salué la promesse d'Hamid Karzaï de réprimer la corruption et souligné qu'un sommet à Kaboul cette année serait l'occasion de proposer des projets précis pour soutenir son gouvernement.

Hâmed Karzaï a toutefois prévenu qu'il espérait une présence des troupes étrangères en Afghanistan dans les années à venir. "En ce qui concerne la formation et l'équipement des forces de sécurité afghanes, cinq à dix ans seront suffisants", a-t-il dit à la BBC. "En ce qui concerne leur maintien jusqu'à ce que l'Afghanistan soit financièrement en mesure" de subvenir aux besoins de "nos forces, la période" devra être étendue à 10 à 15 ans".

Les alliés internationaux ont déclaré qu'ils s'engageraient à hauteur de 500 millions de dollars au moins pour le fonds de réconciliation en Afghanistan. La conférence a encouragé d'autres contributions mais n'a accouché d'aucun chiffre précis. La secrétaire d'Etat Hillary Clinton a précisé que les Etats-Unis le soutiendraient si les insurgés promettaient de couper tout lien avec Al-Qaïda, de renoncer à la violence et d'embrasser la démocratie. "L'armée américaine a été autorisée à utiliser des fonds importants pour soutenir l'effort", a-t-elle dit.

Le Premier ministre britannique Gordon Brown a souligné que des projets seraient approuvés afin de porter le nombre des soldats afghans à 171.600 et celui des policiers afghans à 134.000 en octobre 2011. A la mi-2011, "nous devons changer le cours des événements", a-t-il dit. "Cette conférence marque le début du processus de transition".

En échange de leur soutien, les alliés de l'Afghanistan ont préparé une série de mesures contre la corruption que doit prendre le président Karzaï. Ces mesures comprennent la mise en place dans un délai d'un mois d'un bureau indépendant pour "enquêter et sanctionner les responsables corrompus".

Le président afghan a appelé les pays voisins, en particulier le Pakistan et l'Arabie saoudite, à soutenir son plan de réconciliation, ajoutant qu'il convoquerait une *djirga* (réunion) pour discuter des propositions et tendrait la main à certains Tâlebân et "à nos frères désabusés qui ne font pas partie d'Al-Qaïda ou d'autres réseaux terroristes". (AP 28/01)

- **Les projets d'envoi de renforts et l'évolution de la stratégie en Afghanistan prévus par le gouvernement d'Angela Merkel ont provoqué une levée de boucliers outre-Rhin.** Après l'opposition, l'armée et la police allemande ont critiqué les plans du gouvernement de centre droit, qui prévoit de porter les effectifs de la Bundeswehr en Afghanistan de 4 500 à 5 000 hommes, auxquels s'ajoutera une réserve de 350 hommes pour des missions ponctuelles. (Le Figaro 29/01)

- **L'Arabie Saoudite a demandé aux Tâlebân de renoncer à tout lien avec Ossama Ben Laden** avant de jouer le rôle de médiateur. (Reuters 29/01)

- Le 29 janvier, **la Bulgarie a annoncé qu'elle enverra 100 soldats supplémentaires en Afghanistan** en 2010, où elle a déjà un contingent de 500 hommes. (*JDD 29/01*)

- Le président **Hâmed Karzaï a renoncé à se rendre** le 29 janvier au **Forum économique mondial de Davos**, en Suisse, où les tentatives de sortie de crise en Afghanistan sont à l'ordre du jour. (*France-Soir 29/01*)

- **Le communiqué final de la conférence de Londres ne va pas jusqu'à approuver expressément l'idée d'engager un dialogue avec les chefs tâleb.** Le consensus n'existe pas sur le sujet. Hâmed Karzaï avait laissé entendre qu'il était prêt à parler au mollah Omar, suscitant aussitôt des réserves côté occidental. Selon Kai Eide, un premier sujet de discussion avec la faction tâleb pourrait porter sur *"la liste des détenus dans la prison de Bagram"*. En retour, les Tâlebân devraient s'engager à respecter les droits des femmes. *"On ne peut mener un processus politique au détriment des valeurs fondamentales, c'est une ligne rouge"*, a-t-il déclaré.

Le communiqué final de la conférence ne mentionne qu'une seule fois la *"réconciliation"*, notion qui suppose d'impliquer des dirigeants Tâlebân.

Sur ce sujet, Hillary Clinton est restée prudente. *"On ne fait pas la paix avec ses amis"*, a-t-elle d'abord répondu à la presse, avant de recadrer le débat : *"Ce que nous attendons du processus, c'est que beaucoup de combattants de base quittent les rangs des Tâlebân. Nous leur offrons une alternative aux paiements qu'ils reçoivent des Tâlebân"*, a-t-elle dit.

La conférence a fixé des principes, mais pas de calendrier contraignant concernant le rôle croissant des forces afghanes sur le terrain. Le transfert de responsabilités *"province par province"* aux troupes afghanes pourrait commencer *"fin 2010-début 2011"*, mais seulement *"si les conditions sont réunies"*. (*Le Monde 29/01*)

- **Les pays donateurs fourniront 2,6 milliards de dollars sur les trois prochaines années financières** au fonds de reconstruction pour l'Afghanistan, géré par la Banque mondiale. Cela représente une hausse de 32% par rapport aux sommes disponibles pour ce pays ces trois dernières années. Le fonds est devenu essentiel dans le développement de l'Afghanistan, qui privilégie pour les trois prochaines années l'agriculture, les infrastructures et le secteur de l'irrigation. (*Reuters 29/01*)

- Le 30 janvier, **les Tâlebân ont démenti des informations selon lesquelles leurs représentants avaient rencontré un responsable de l'ONU** pour discuter des perspectives de paix. Kai Eide n'a pas reconnu publiquement qu'une telle rencontre ait eu lieu. Dans leur communiqué, les Tâlebân disent qu'ils souhaitent poursuivre la guerre en Afghanistan. Ils soulignent que le refus d'accepter des ouvertures de paix faites cette semaine lors d'une conférence à Londres constituait *"un revers cuisant"* pour la stratégie des Etats-Unis en Afghanistan. (*AP 30/01*)

- *« Pour une solution complète de la paix en Afghanistan, nous avons besoin d'une participation beaucoup plus grande des autorités afghanes et de la participation des pays voisins, en particulier le Pakistan, »* a dit Angela Merkel. (*Quqnoos 31/01*)

## L'ENGAGEMENT DE LA FRANCE

- Le 7 janvier à Vannes (Morbihan), **Nicolas Sarkozy a présenté ses vœux aux forces armées depuis la garnison du 3e RIMA**, un régiment particulièrement éprouvé en Afghanistan en 2009. Epine dorsale de la Task Force Korrigan déployée dans la province de Kapissa, à 70km de Kaboul, le 3e régiment d'infanterie de marine a perdu au total 5 militaires au cours des six mois de son séjour dans le nord-est de l'Afghanistan, qui s'est achevé en décembre. (*AP 07/01*)

- Le 8 janvier, **Nicolas Sarkozy a une nouvelle fois justifié la présence de la France en Afghanistan**, déclarant qu'elle entendait pleinement jouer son rôle dans la défense de la paix et du droit international. (*Reuters 08/01*)

- **La base aérienne de Cazaux (Gironde) accueille pour deux semaines des pilotes d'hélicoptère américains qui profitent des montagnes proches et des vols avec les Français pour s'entraîner avant de rejoindre l'Afghanistan.** 87 militaires américains se sont installés sur la base proche du bassin d'Arcachon avec trois hélicoptères HH 60 Pave Hawk. Les militaires américains seront déployés à Bagram. (*Reuters 13/01*)

- **Il y a des "risques nécessaires" pour les journalistes en mission dans le monde, a estimé** le 12 janvier le chef de la diplomatie, **Bernard Kouchner, à propos des deux journalistes de France 3, enlevés le 30 décembre en Afghanistan** et objet d'une polémique en France.

*"Tous les efforts sont faits pour les sortir de leur prison"*, a-t-il ajouté. *"Je ne voudrais pas que s'installent des malentendus. Il y a des risques nécessaires aussi bien pour les journalistes que pour les humanitaires"*, a fait valoir Bernard Kouchner. *"Même s'il faut mesurer ce risque, même s'il faut y réfléchir auparavant"*, a-t-il dit.

Le 11 janvier, le ministre des Affaires étrangères avait insisté sur le fait que les deux journalistes de France 3 avaient été largement "prévenus" des risques. *"Maintenant, c'est nous qui les prenons pour les sortir et c'est normal"*, avait-il précisé.

Des propos dimanche du secrétaire général de l'Elysée Claude Guéant, qui a estimé que le "scoop ne devait pas être recherché à tout prix" et confirmé que leur enlèvement avait suscité la colère du président Nicolas Sarkozy, ont suscité de vives réactions de Reporters sans Frontières (RSF) et de plusieurs syndicats de journalistes. Nicolas Sarkozy aurait parlé d'une "imprudence vraiment coupable" de leur part. (*AFP 19/01*)

- Le 20 janvier, le ministre des Affaires étrangères **Bernard Kouchner a affirmé que les deux journalistes français enlevés en Afghanistan fin décembre sont vivants.** (*AP 20/01*)

- Le 25 janvier, **le président Nicolas Sarkozy a réaffirmé sur TF1 qu'il n'entendait pas déployer de nouveaux "soldats combattants" français en Afghanistan** mais "pourquoi pas" des formateurs l'armée afghane, encadrer la police, réaliser des travaux de génie civil, aider la population ou à l'afghanisation, pourquoi pas". (*AFP 25/01*)

- Selon le ministère afghan aux Réfugiés et aux déplacés, *"près de 7 000 personnes se sont rendues dans un camp de déplacés situés dans les faubourgs de Kaboul, à l'est de la capitale"*. **Originaires des districts de Nijrab et d'Alasaï, dans la province de Kapissa**, au nord-est de Kaboul, **ils auraient fui les combats qui opposent les insurgés aux troupes afghanes et aux soldats français.** Les bombardements de la coalition et des opérations menées par l'armée française seraient à l'origine de ces départs. D'après des témoignages recueillis par l'organisation humanitaire Action contre la faim (ACF), des témoins ont assuré avoir été victimes d'erreurs de tirs et auraient quitté leur village par crainte pour leur vie. Les forces françaises présentes dans cette région et les autorités provinciales afghanes de Kapissa ont admis que les opérations de ces derniers mois avaient donné lieu à *"des mouvements de population"*, sans pour autant confirmer les erreurs de tirs.

Le départ de ces deux cents familles des villages de Kapisa inquiète les troupes françaises, qui tentent de trouver des solutions pour conserver un lien avec les populations locales. Selon un membre du cabinet du ministère de la défense à Paris, une part de la réponse pourrait venir du déploiement sur place de gendarmes français à qui l'on prête un savoir-faire en matière de "police rurale". *"De même, estime-t-on au ministère, nous allons nous*

entourer, dans un avenir proche, de davantage d'experts civils pour comprendre notre environnement." (Le Monde 26/01)

- **Les autorités françaises ont reçu**, le 23 janvier, à Kaboul, "*des preuves de vie*" concernant les deux journalistes français enlevés le 30 décembre dans la province de Kapissa, au nord de la capitale. (Le Monde 27/01)

- **La France pourrait annoncer d'un jour à l'autre l'envoi de renforts en Afghanistan.** Pour faire passer la pilule sans avoir l'air de céder aux pressions de Washington, le pouvoir français joue sur les mots et parle de «formateurs» et non de «soldats». Mais personne n'est dupe. Jusque-là, les officiers envoyés par l'armée française pour former les cadres de l'armée afghane avaient toujours été comptabilisés dans les effectifs militaires. «Il est trop difficile de dire non à Obama», alors que tous les alliés des États-Unis ont fait un effort, le dernier en date étant l'Allemagne, a déclaré un officier français. La France tient à conserver une crédibilité auprès des Anglo-Saxons et à maintenir son rang de puissance. Elle se porte d'autant plus facilement volontaire qu'elle se reconnaît complètement dans la nouvelle stratégie américaine initiée par Barack Obama et le général Stanley McChrystal, fondée sur la «conquête des cœurs», la sécurisation de la population, l'afghanisation du conflit et le primat du politique et du civil sur le tout-militaire.

«L'Afghanistan est la première guerre contre-insurrectionnelle à laquelle nous participons sans en être les leaders. Nous sommes obligés de suivre l'actionnaire principal, américain. C'est l'une des plus grosses différences avec l'Indochine et l'Algérie», explique un théoricien de la guerre, familier de l'Afghanistan.

Et, sur le terrain, pas sûr non plus que cela fasse une grosse différence. «Le problème de la guerre en Afghanistan, c'est qu'on y participe en étant persuadés que l'année suivante, on sera partis ! Or, pour réussir dans ce type de conflit, il faut généralement pouvoir rester quatorze ou quinze ans. Les Français ont-ils pris conscience de cela ?», interroge le spécialiste. (Le Figaro 28/01)

- **Le transfert de la sécurité aux forces afghanes va commencer "cette année", a déclaré** le Premier ministre britannique **Gordon Brown** en ouvrant le 28 janvier la conférence internationale de Londres sur l'Afghanistan. "La conférence marque le début du processus de transition", a-t-il poursuivi.

Le chef du gouvernement britannique n'a pas caché aussi que l'Afghanistan allait continuer à vivre "une période difficile".

"Chacun des pays représentés ici aujourd'hui", a-t-il souligné, "reconnait que cette mission est vitale pour nos sécurités nationales, la stabilité de cette région cruciale, et la sécurité du monde". (AFP 28/01)

- **Interview de Hervé Morin par Le Monde/France-Inter : Approuvez-vous la politique de la main tendue aux Tâlebân en Afghanistan ?**

**Hervé Morin :** La solution en Afghanistan n'est pas militaire mais politique. Elle passe par cette entreprise de réconciliation nationale qui n'est pas facile à mener. Derrière le vocable de Tâlebân que nous utilisons excessivement, se cachent de nombreuses obédiences très différentes les unes des autres. Il est donc très difficile de savoir quels sont les bons interlocuteurs. Mais il faut absolument que celles et ceux qui ont envie de rentrer dans un processus de reconstruction politique de l'Afghanistan puissent s'y engager.

**Comment rétablir la paix avec un président aussi mal réélu ?**

**H. M. :** Ceux qui sont allés voter sous les roquettes étaient menacés d'avoir le doigt coupé s'ils se rendaient dans l'isolement. Ils ont fait un sacré acte de courage, de volonté et de foi dans l'avenir de leur pays.

**La conférence sur l'Afghanistan s'ouvre à Londres. Que va décider la France ?**

**H. M. :** Elle a fait un effort considérable depuis 2008 en envoyant plus de mille hommes, alors que d'autres pays comme le Canada ou les Pays-Bas connaissent davantage de problèmes avec leur opinion publique. Aujourd'hui, nous ne cessons de dire qu'il faut faire évoluer la stratégie en Afghanistan. Très clairement, pour nous, s'il y a un effort à effectuer, c'est en termes de formation et d'aide à la reconstruction.

Il ne s'agit pas d'envoyer des militaires combattants en plus. Il s'agit d'envoyer des formateurs qui puissent permettre aux institutions afghanes de monter en puissance.

**Sommes-nous en guerre en Afghanistan ?**

**H. M. :** Nous menons des opérations de guerre, c'est évident. Mais je ne veux pas que nous puissions dire que nous sommes en guerre. Nous sommes là pour faire en sorte que ce peuple qui vit un calvaire depuis trente ans retrouve les voies de la stabilité, de la sécurité et de la souveraineté. (Le Monde/France-Inter 28/01)

- Au moment où s'ouvre, la conférence de Londres sur l'Afghanistan, le député (UMP) **Thierry Mariani, envoyé spécial de la France pour l'Afghanistan et le Pakistan** dont le mandat de six mois s'achève, liste pour *Le Monde* les possibles écueils de la nouvelle politique de "transition" au cœur de la stratégie qui y sera débattue.

"L'idée, explique M. Mariani, repose sur la cartographie soumise par le général américain McChrystal (chef de l'OTAN en Afghanistan). Il s'agit de transférer, à 100 %, aux Afghans les zones les plus calmes comme dans l'ouest, à Hérat, et de concentrer les renforts vers les zones de combat, l'est et le sud. Le risque, c'est que les pays à qui l'on avait confié les régions, que l'OTAN quittera, y trouvent le prétexte de rapatrier leurs troupes."

"Il reste de plus à convaincre ces mêmes alliés, notamment l'Italie, l'Espagne ou l'Allemagne, de transférer leurs soldats ou leurs renforts vers des régions sensibles où les pertes humaines seront plus importantes", ajoute-t-il. De même, selon lui, le succès du plan de "réconciliation" avec les Tâlebân proposé par le président, Hâmed Karzaï, qui sera soutenu et financé, à Londres, par la communauté internationale, n'est pas encore gagné. "Pour se réconcilier, il faut être deux et, à ce jour, la politique de la main tendue n'a pas reçu d'écho. L'argent ne fera pas tout, mais la France a toujours défendu l'idée d'un règlement politique de la crise afghane."

Par ailleurs, si la coalition renouvelle son engagement financier en faveur de l'Afghanistan, elle entend, cette fois-ci, mettre en place des "capteurs", selon l'expression de l'envoyé spécial français, afin d'évaluer l'action du gouvernement afghan en matière de justice, d'administration civile et de gouvernance locale. "Nous devons être en mesure de demander des comptes", dit-il.

Quelle sera la mission de la France ? "Il faut former les soldats et les policiers afghans, lutter contre les engins explosifs, fortifier les camps et réaliser des travaux civils ; les troupes du génie et les gendarmes sont parfaits pour ces tâches." Au terme de sa mission, écourtée pour cause de campagne aux élections régionales, M. Mariani estime que l'engagement sans réserve de la France en Afghanistan a au moins permis de rétablir le lien avec les Américains après la brouille sur l'Irak. "L'idée que nous avons lâché les États-Unis après les attentats du 11 septembre 2001 a disparu grâce à l'Afghanistan." (Le Monde 28/01)

- Le 29 janvier, lors d'un entretien à Paris, **Hillary Clinton et Nicolas Sarkozy ont parlé de la situation en Afghanistan.**

Bernard Kouchner a réaffirmé pour sa part qu'il n'était pas question pour la France, qui a déjà près de 4.000 soldats en Afghanistan, d'y envoyer de nouvelles forces combattantes. Il a cependant admis qu'il pourrait y avoir des "ajustements". Il a cité le domaine du génie et la formation des forces armées afghanes dans les blindés. Il a précisé que le prochain conseil des ministres

franco-allemand, le 4 février, serait l'occasion pour la France et l'Allemagne d'affiner leur politique de formation en Afghanistan. "Les engagements de la France sont d'une très grande valeur", "Seule la France peut décider de ce qui est approprié au niveau des contributions" a déclaré Hilary Clinton (*Reuters 29/01*)

- Le chef d'état-major des armées, Jean-Louis Georgelin, qui quitte ses fonctions le 24 février tire des enseignements de ses trois ans de commandement dans un monde où les menaces se multiplient.

**Le Figaro - L'opinion publique française a-t-elle pris en compte cette évolution des menaces ? Remet-elle en cause la place de l'armée au cœur du pays ?**

Les militaires ne ressentent pas de mise en cause de leur rôle et de leur mission. Tout le monde sait, en France, qu'il faut des forces armées et qu'un pays doit se défendre. D'ailleurs, l'image des armées est excellente. Elle n'a même jamais été aussi bonne depuis la Seconde Guerre mondiale ! D'un autre côté, l'adhésion à l'intervention militaire en Afghanistan suscite plus de questions, car les Français ne font pas toujours la relation entre la défense de leurs intérêts propres et des déploiements de forces à 5.000 ou 6.000km du territoire national. Dans l'esprit des gens, la défense garde encore une connotation patrimoniale, territoriale. Tant que le territoire national n'est pas touché, il est difficile d'expliquer aux Français que la bataille contre le terrorisme se joue en Afghanistan, ce qui est pourtant la vérité. Ils ont du mal à comprendre que grâce à nos actions en Afghanistan, nous avons déjoué des attentats en Europe et en France. C'est l'éternelle question pour les militaires.

**Les récentes plaintes des familles de militaires tués à Ouzbeen ne révèlent-elles pas une crise des valeurs entre l'armée et la nation ? La notion de sacrifice ne serait-elle plus admise ?**

Les soldats ne la remettent en cause. Mais le retour de la mort au combat pose effectivement cette question. En réalité, tout le monde a compris que le rôle du soldat est d'accepter de prendre des risques et de voir sa vie exposée ou de prendre celle de son adversaire quand le pays le lui demande. Tout le monde a compris qu'il y avait une anomalie à reprocher à des soldats d'avoir été exposés au danger. Le chef militaire ressent douloureusement les pertes au combat. Mais la guerre est par nature incertaine et dangereuse et ce chef doit bien accepter le risque de pertes pour remplir la mission.

**Pensez-vous que la nation soit assez forte pour pouvoir soutenir un engagement de dix ans en Afghanistan ?**

Il faut montrer les résultats concrets de notre action. Par exemple lorsque nous transférons la responsabilité de la sécurité de Kaboul aux forces afghanes ou lorsque la population afghane choisit le camp de son armée. Pour autant, il est certain que plus il y aura de victimes en Afghanistan, plus les gens s'interrogeront sur le bien-fondé de ces opérations. Et ce d'autant plus que les Tâlebân sont passés maîtres dans l'art d'exploiter les vulnérabilités des opinions publiques occidentales. Il est certain que l'absence de résultat pèserait sur la durée et rendrait les choses de plus en plus difficiles. Le président Obama l'a parfaitement compris, lorsque dans son discours de West Point, il fixe pour 2011 le début du désengagement. Tout cela prouve à quel point il est difficile pour des démocraties comme les nôtres de conduire dans la durée des conflits de ce type. Nous sommes vulnérables, car nos adversaires ne sont pas dans la même logique que nous. En Afghanistan, nous nous battons contre des individus pour lesquels la vie humaine ne compte pas alors que chez nous elle est l'absolu des absolus.

**Peut-on encore gagner en Afghanistan ?**

Il faut arrêter de poser la question en ces termes de victoire et de défaite militaire. En Afghanistan, nous cherchons à obtenir une stabilité suffisante pour que les Afghans prennent en charge leur avenir et leur sécurité et cet objectif est atteignable et raisonnable. Il s'agit d'empêcher ce pays de redevenir un sanctuaire terroriste,

de contribuer à la stabilité de la région et notamment du Pakistan, d'assumer les responsabilités que nous avons prises unanimement en 2001 en intervenant dans ce pays afin d'en chasser Al-Qaïda. Nous ne sommes pas du tout dans l'optique de rechercher une victoire militaire. Déjà, pour qu'il puisse y avoir victoire militaire, il faudrait qu'il y ait une armée tâleb en Afghanistan. Ce n'est pas le cas : il y a des groupes qui mènent des actions terroristes et des opérations de harcèlement. Les combats que nous menons en Afghanistan n'ont rien à voir avec ceux de l'Indochine, du Vietnam ou même de l'Algérie. (*Le Figaro 29/01*)

## IX - PAYS LIMITROPHES

- Le 6 janvier, **2 drones américains ont tué au moins 12 personnes à environ 30km à l'ouest de Miranshah, ville principale du Nord-Waziristan**, région tribale au nord-ouest du Pakistan. (*BBC 06/01*)

- Le 8 janvier, **2 tirs de missile de drone américain ont détruit une maison et tué 5 rebelles présumés dans la zone tribale pakistanaise du Nord-Waziristan**. (*AFP 08/01*)

- Le 9 janvier, **2 missiles tirés par un drone américain ont tué au moins 4 rebelles** dans le village d'Ismail Khel, à **40km à l'ouest de Miranshah, principale ville du Nord-Waziristan**. (*AFP 09/01*)

- Le 9 janvier, **le Pakistan a proposé de fournir des munitions aux troupes étrangères combattant en Afghanistan** lors de la visite du ministre britannique des Affaires étrangères, David Miliband, à Islamabad. (*Quinoos 10/01*)

- **La pratique de l'islam est amenée à se radicaliser au Pakistan et les sentiments anti-américains à grandir dans ce pays, compliquant la tâche des Etats-Unis engagés dans la guerre en Afghanistan**, indique un rapport publié 12 janvier. L'étude, qui propose une prospective sur une période de un à trois ans, exclut toutefois l'idée que les Tâlebân puissent prendre le pouvoir à Islamabad.

"Plutôt qu'une prise du pouvoir par les islamistes, il faut considérer une subtile évolution d'une société laïque pro-occidentale vers une société islamiste anti-américaine", explique Jonathan Paris qui a produit le rapport pour le Legatum Institute, un centre de recherches installé à Londres.

Paris qui travaille également pour le Conseil atlantique des Etats-Unis, met en garde contre une dérive des autorités pakistanaises qui s'éloignent de leurs partenaires occidentaux à un moment où les Américains ont besoin de soutien en Afghanistan.

"Les moyens de pression dont disposent les Etats-Unis et le Royaume-Uni sur le Pakistan ne se renforcent pas. Ils faiblissent. La société pakistanaise évolue vers l'anti-américanisme et se rapproche de la charia", juge Paris.

L'influence croissante des partis politiques islamistes et des organisations d'activistes dans la province du Punjab va lentement transformer le pays, en exploitant le mécontentement local à propos de l'économie et de la lenteur et souvent de la corruption du système légal.

"Le danger pour l'armée, et pour le Pakistan en général, n'est pas la 'tâlebânisation' mais l'islamisation des activistes installés au Punjab et de leurs alliés", poursuit le rapport.

"Les partis religieux se montrent en général opposés à toutes les actions policières et militaires contre tout groupe qui est théoriquement religieux", explique encore le rapport.

Un tel changement pourrait avoir des conséquences dans les relations avec l'Inde qui souhaite que le Pakistan démantèle des groupes comme Lashkar-e-Taiba, accusé d'être responsable des attentats de Bombay en 2008.

Paris juge également qu'il existe un risque de voir les organisations d'activistes se scinder en plusieurs formations plus petites

et plus radicales, comme cela a pu être constaté parmi les Palestiniens.

Cela rendrait ces organisations plus difficiles à contrôler et multiplierait les risques d'attaques qui ne seraient pas commanditées par leurs dirigeants.

Dans le même temps, les organisations islamistes interviennent de plus en plus fréquemment dans les secteurs de la santé et de l'éducation, compliquant l'action de l'Etat qui serait tenté de les bannir.

Les Tâlebân afghans, estime le rapport, pourraient ne jamais être ni vaincus, ni vainqueurs, une situation qui pourrait voir le jour si se produit une partition de facto de l'Afghanistan avec un gouvernement central symbolique à Kaboul.

Dans ce scénario, le Pakistan reviendrait alors à une stratégie de contingentement, acceptant la présence sur son territoire de Tâlebân pakistanais dans les régions tribales et n'ayant recours à la force militaire qu'en cas de poursuite des attaques suicides dans les villes. (Reuters 12/01)

- Le 14 janvier, **2 missiles tirés par un drone américain ont frappé un bâtiment du Nord-Waziristan** où Hakimullah Mehsud, chef de file des Tâlebân pakistanais, était supposé se trouver. **On compte 12 morts dans les rangs de la milice islamiste mais on ignore le sort d'Hakimullah Mehsud.** (Reuters 14/01)

- **Les Etats-Unis font pression sur le Pakistan pour qu'il permette aux produits agricoles afghans de transiter sur son territoire en direction de l'Inde.** Le Pakistan y est opposé. Des hommes d'affaires pakistanais y sont également opposés à ce transit dans les deux sens car, pour eux, les marchandises indiennes inonderont le marché afghan et leur enlèveront une grande part de leur commerce. (Reuters 15/01)

- Le 17 janvier, **au moins 15 personnes ont été tuées dans un tir de missile à partir d'un drone américain dans le nord-ouest du Pakistan.** La plupart des victimes sont des combattants étrangers. Il semble que les drones traquaient et visaient le chef des Tâlebân pakistanais Hakimullah Mehsud. (Le Monde avec AFP et Reuters 17/01)

- Le 19 janvier, **au moins 3 insurgés islamistes ont été tués dans le nord-ouest du Pakistan par des missiles tirés par un drone américain,** à Degan, dans le district tribal du Waziristan du Nord (AFP 19/01).

- **Islamabad ne lancera aucune nouvelle offensive militaire contre des insurgés pendant une période de six mois à un an,** afin de consolider ses acquis militaires. Cette annonce risque de décevoir Washington, qui pousse le Pakistan à étendre ses opérations aux militants lançant des attaques par-delà la frontière contre les forces de la coalition en Afghanistan. (AP 21/01)

- **Selon les analystes, le Pakistan utilise les Tâlebân afghans pour contrer l'influence croissante de l'Inde,** son vieux rival régional à Kaboul. Il s'agit de se ménager de potentiels alliés lorsque les forces américaines quitteront le pays, au cas où ils le laissent dans une situation de chaos. Selon des propos qui lui sont attribués, Gates entend assurer Islamabad de la constance de l'engagement de Washington dans un partenariat stratégique avec le Pakistan, dont les Etats-Unis sont le premier bailleur de fonds. (Reuters 21/01)

- Le 22 janvier, le secrétaire américain à la **Défense Robert Gates a regretté, à Islamabad, que Washington ait, dans les années 1990, "abandonné" l'Afghanistan et "rompu" avec le Pakistan, une "grave erreur", ce qui a conduit à la montée en puissance des extrémistes musulmans dans la région** selon lui. De nombreux Pakistanais reprochent aux Etats-Unis d'avoir "importé" le terrorisme dans leur pays en poussant Al-Qaïda de l'autre côté de la frontière après avoir chassé les talibans du pouvoir fin 2001, après avoir "abandonné" les deux pays dans les

années 1990 après le départ de l'Armée rouge d'Afghanistan en 1989.

Les zones tribales du nord-ouest du Pakistan, frontalières avec l'Afghanistan, sont devenues progressivement depuis fin 2001 le nouveau sanctuaire d'Al-Qaïda et une base arrière des Tâlebân afghans. Et le Pakistan paye un très lourd tribut à la "guerre contre le terrorisme".

"Les Etats-Unis sont prêts à investir tout le temps et l'énergie qu'il faudra pour forger et maintenir un partenariat sincère et durable avec le Pakistan", a promis M. Gates. (AFP 22/01)

- Le Pakistan a tendu la main aux Tâlebân afghans, y compris à leurs chefs, pour contribuer à la réconciliation chez son voisin où Washington n'entrevoit pas de solution politique sans le concours d'Islamabad.

Le 22 janvier, un conseiller à la sécurité du président afghan Hamid Karzaï avait estimé que Kaboul devait redoubler d'efforts pour convaincre les Tâlebân de renoncer au terrorisme et de travailler avec le gouvernement. **Le Pakistan pourrait jouer un rôle de médiateur car il a soutenu les Tâlebân dans les années 1990.** (Reuters 23/01)

- Le 23 janvier, **des militants tâlebân ont attaqué et ont détruit un camion-citerne de carburant en dehors de Peshawar (Pakistan) à destination de l'OTAN en Afghanistan.** (AFP 23/01)

- Dans la nuit du 23 au 24 janvier, **des Tâlebân ont tué 7 hommes accusés d'espionnage pour le compte des Américains au sud de Miranshah, chef-lieu du Nord-Waziristan** dans une zone tribale du nord-ouest du Pakistan. (AFP 24/01)

- Le 24 janvier, **un drone présumé américain s'est écrasé dans les zones tribales du Pakistan,** à Hamdhoni près de la frontière avec l'Afghanistan. (AP 25/01)

- Le 28 janvier, **des insurgés ont mené une attaque de grande ampleur contre un convoi d'aide humanitaire de l'OTAN, en périphérie de Karachi,** faisant trois blessés. Environ 75% de l'aide à destination de l'Afghanistan et en provenance des occidentaux transite par le port de Karachi. (AP 28/01)

- Le ministre pakistanais des Affaires étrangères, Shah Mahmood Qureshi, a déclaré que **le Pakistan désirerait voir au sein du gouvernement afghan des Tâlebân modérés.** Mais a rejeté l'idée de voir le Tâlebân gouverner l'Afghanistan, ce qui pourrait encourager les Tâlebân pakistanais. (IANS 29/01)

- Le 29 janvier, **au moins 5 militants islamistes ont été tués dans une frappe effectuée par un drone américain** dans les zones tribales du nord-ouest du Pakistan, **au Nord-Waziristan.** (AFP 29/01)

- Le 30 janvier, **des Tâlebân pakistanais ont tué 2 hommes,** capturés le mois dernier, **accusés d'espionnage au profit des Etats-Unis dans le nord-ouest du Pakistan,** près de Miranshah, principale ville de la zone tribale du Nord-Waziristan. (AFP/Le Nouvel Observateur 31/01)

---

*Le Bulletin du CEREDAF a un caractère d'information. L'information n'engage que la presse et non les rédacteurs du Bulletin.*

---

## PUBLICATIONS RECENTES

### Articles

- « Le déploiement de l'OTAN en Asie centrale », par René Cagnat, in *Défense nationale et sécurité collective*, n° 715, décembre 2009, p. 39-48

- « Et si on négociait avec les talibans... », par Ahmed Rashid, *Courrier International/New York Review of Books* 26/01

(<http://www.courrierinternational.com/article/2010/01/26/et-si-on-negociait-avec-les-talibans>)

- « Pas d'affinités Al Qaïda-taliban, affirme un fils de Ben Laden » par L'Express/Reuters 26/01 ([http://www.lexpress.fr/actualites/2/pas-d-affinites-al-qaida-taliban-affirme-un-fils-de-ben-laden\\_844620.html](http://www.lexpress.fr/actualites/2/pas-d-affinites-al-qaida-taliban-affirme-un-fils-de-ben-laden_844620.html))

- « L'Afghanistan vit au jour le jour », par Agnès Rotival, *La Croix* 27/01 (<http://www.la-croix.com/L-Afghanistan-vit-au-jour-le-jour/article/2412407/4077>)

- « Mercenaires de l'Etat en Afghanistan », par Mari-Dominique Charlier, *Le Monde Diplomatique*, n° 671, février 2010, p.11

### Livres

- *Afghanistan*, sous la direction de Debra A. Miller, Greenhaven Press (janvier 2010), 176 p., ISBN 978-0737746426

- *The Great Gamble: The Soviet War in Afghanistan*, de Gregory Feifer, HarperPerennial Pub., rééd. (janvier 2010), 336 p., ISBN 978-0061143199

- *Organizations at War in Afghanistan and Beyond*, de Abdulkader H. Sinno, Cornell University Press (janvier 2010), 352 p., ISBN 978-0801475788

(les dates de parution ne sont données qu'à titre indicatif. Prière de s'informer auprès des éditeurs)

<b>ABONNEMENT annuel :</b>	<b>22 Euros</b>
<b>Abonnement BIBLIOTHEQUE :</b>	<b>26 Euros</b>
<b>ETRANGER :</b>	<b>26 Euros</b>
<b>ADHESION AU CEREDAF (avec service du Bulletin) :</b>	<b>30 Euros</b>
<b>ADHESION AU CEREDAF (sans le service du Bulletin) :</b>	<b>18 Euros</b>
<b>ADHESION DE SOUTIEN :</b>	<b>40 Euros</b>
<b>MEMBRE BIENFATEUR :</b>	<b>80 Euros</b>

Site Internet : <http://ceredaf.free.fr>  
 Directeur de la publication : Etienne Gille  
 Rédaction : Véra Marigo et Alain Marigo

Imprimé par Corlet Numérique – 14110 Condé-s-Noireau

*Le Bulletin du Ceredaf*  
 bénéficie du soutien du ministère des Affaires étrangères

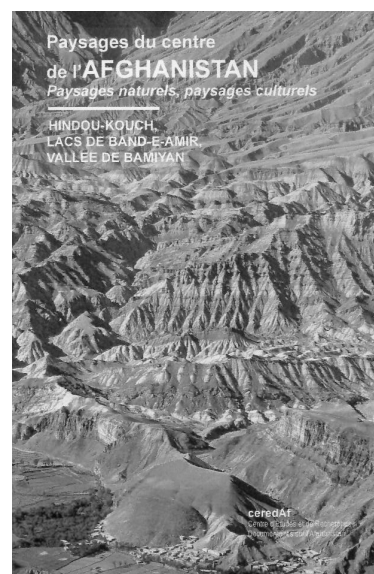
A paraître en mars

Une nouvelle publication  
 du CEREDAF

## **Paysages du centre de l'Afghanistan**

### ***Paysages naturels, paysages culturels*** **Hindou-Kouch, Lacs de Band-e Amir, Vallée de Bamiyan**

Actes d'une journée d'étude organisée par le CEREDAF,  
 à la Société de Géographie, le 28 mars 2009



216 pages au format 18 x 25cm  
 Plus de 260 photos et illustrations couleur et noir